



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2015

DALET S.A.
Société Anonyme au capital de 7.187.360 €
Siège social : 16, rue Rivay – 92300 Levallois-Perret

378 017 016 RCS Nanterre

Sommaire

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2015	5
1. BILAN.....	5
2. COMPTE DE RESULTAT.....	6
3. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX.....	7
3.1. NATURE ET DESCRIPTION DE L'ACTIVITE	7
3.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	7
3.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	7
3.4. REGLES ET METHODES COMPTABLES	7
NOTE 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12
NOTE 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13
NOTE 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES	13
NOTE 4 : STOCKS	15
NOTE 5 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	16
NOTE 6 : AUTRES CREANCES	17
NOTE 7 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT.....	17
NOTE 8 : VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	18
NOTE 9 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	21
NOTE 10 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES	22
NOTE 11 : DETTES FISCALES ET SOCIALES	22
NOTE 12 : AUTRES DETTES	23
NOTE 13 : CHIFFRE D'AFFAIRES.....	23
NOTE 14 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	24
NOTE 15 : ACHATS ET VARIATION DE STOCKS.....	24
NOTE 16 : AUTRES CHARGES EXTERNES	25
NOTE 17 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS.....	26
NOTE 18 : RESULTAT FINANCIER.....	26
NOTE 19 : RESULTAT EXCEPTIONNEL	27
NOTE 20 : IMPOT SUR LES SOCIETES.....	28
NOTE 21 : AUTRES INFORMATIONS.....	28
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS.....	34
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2015.....	37
1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2015.....	37
2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015	38
3. ETAT DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015	39
4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	40
5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DU GROUPE.....	41
6. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	42
6.1. NOTES PRELIMINAIRES	42
6.1.1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE	42
6.1.2. DECLARATION DE CONFORMITE AUX IFRS	42
6.2. AUTRES NOTES.....	43
6.2.1. PRINCIPES COMPTABLES	43
6.2.2. FAITS CARACTERISTIQUES ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	49
6.3. NOTES SUR LE BILAN	50
NOTE 1 : GOODWILL	50
NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	51
NOTE 3 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES	52
NOTE 4 : ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME	52
NOTE 5 : DISPONIBILITES BLOQUEES A LONG TERME	52

NOTE 6 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS	53
NOTE 7 : CLIENTS	53
NOTE 8 : AUTRES DEBITEURS	53
NOTE 9 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	54
NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES.....	54
NOTE 11 : DETTES FINANCIERES A LONG TERME	57
NOTE 12 : PROVISIONS A LONG TERME.....	57
NOTE 13 : PROVISIONS A COURT TERME	59
NOTE 14 : DETTES FINANCIERES A COURT TERME	59
NOTE 15 : DETTES FISCALES ET SOCIALES	59
NOTE 16 : AUTRES CREDITEURS	60
6.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	60
NOTE 17 : CHIFFRE D’AFFAIRES.....	60
NOTE 18 : ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES.....	61
NOTE 19 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS.....	61
NOTE 20 : DOTATIONS AUX PROVISIONS NETTES DES REPRISES	62
NOTE 21 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES.....	62
NOTE 22 : COUT DE L’ENDETTEMENT FINANCIER BRUT.....	62
NOTE 23 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	63
NOTE 24 : IMPOT SUR LES RESULTATS	63
NOTE 25 : DEFICITS FISCAUX	64
6.5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	65
NOTE 26 : INFORMATION SECTORIELLE	65
NOTE 27 : INSTRUMENTS FINANCIERS	66
NOTE 28 : GESTION DES RISQUES FINANCIERS LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS	67
NOTE 29 : EFFECTIFS.....	68
NOTE 30 : ENGAGEMENTS HORS BILAN	69
NOTE 31 : RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES	69
NOTE 32 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	71
NOTE 33 : COMPTE DE RESULTAT PRO FORMA	72
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	73
RAPPORT DE GESTION	75
1. RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE	76
2. RAPPORT DE GESTION SUR L’ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L’EXERCICE ECOULE.....	87
3. RAPPORT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL.....	101
RAPPORT DE L’ORGANISME TIERS INDEPENDANT, SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES CONSOLIDEES FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION.....	115
4. PROPOSITION DE RENOUELEMENT OU D’AUTORISATION DE DELEGATIONS AU CONSEIL D’ADMINISTRATION	119
ANNEXE 1 : TABLEAU DES 5 DERNIERS EXERCICES	120
ANNEXE 2 : TABLEAU RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS D’EMISSION DE TITRE DE CAPITAL ET DE CREANCE EN COURS DE VALIDITE ET NIVEAU DE LEUR UTILISATION.....	121
ANNEXE 3 TABLEAU RELATIF A LA PUBLICITE DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	125

Déclaration du Président

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

David LASRY
Président directeur général

COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2015

1. Bilan

au 31 décembre 2015
(montants en euros)

	Notes	31-déc.-15	31-déc.-14
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	1	9 606 116	9 525 165
Immobilisations corporelles	2	147 717	113 599
Immobilisations financières	3	14 559 843	14 715 657
Total de l'actif immobilisé		24 313 676	24 354 421
Stocks et en cours	4	92 703	101 121
Clients et comptes rattachés	5	7 350 007	8 110 053
Autres créances	6	818 508	792 707
Valeurs mobilières de placement	7	211 159	192 112
Disponibilités		1 349 352	2 484 284
Total de l'actif circulant		9 821 729	11 680 277
Charges constatées d'avance	21	385 577	306 946
Charges à répartir sur plusieurs exercices	21	33 330	0
Ecarts de conversion actif	21	39 320	84 113
Total de l'actif		34 593 632	36 425 757
PASSIF			
Capital		7 187 360	7 187 360
Primes d'émission et de fusion		9 613 577	9 619 577
Réserves		422 647	383 846
Report à nouveau		1 921 867	1 298 655
Résultat de l'exercice		-1 106 104	656 013
Total des capitaux propres	8	18 039 347	19 145 451
Provisions pour risques et charges	9	285 490	482 013
Emprunts et dettes financières	10	4 297 690	4 663 223
Fournisseurs et comptes rattachés		7 613 846	7 179 085
Dettes fiscales et sociales	11	1 152 893	1 209 393
Autres dettes	12	394 374	457 184
Total des dettes		13 458 803	13 508 885
Produits constatés d'avance	21	2 542 739	3 099 470
Ecarts de conversion passif	21	267 253	189 938
Total du passif		34 593 632	36 425 757

2. Compte de résultat

pour l'exercice clos le 31 décembre 2015
(montants en euros)

	Notes	2015	2014
Chiffre d'affaires	13	23 848 249	25 615 095
Autres produits d'exploitation	14	3 382 848	2 489 048
Produits d'exploitation		27 231 097	28 104 143
Achats et variation de stocks	15	1 419 995	2 154 630
Autres charges externes	16	18 775 192	18 876 683
Impôts et taxes		237 045	393 910
Charges de personnel		4 541 687	4 709 320
Dotations aux amortissements	17	2 927 030	2 125 384
Dotations aux provisions		139 648	383 428
Autres charges		404 911	109 698
Charges d'exploitation		28 445 508	28 753 053
Résultat d'exploitation		-1 214 411	-648 910
Produits financiers		967 946	1 016 282
Charges financières		1 067 738	408 112
Résultat financier	18	-99 792	608 170
Résultat courant avant impôts		-1 314 203	-40 740
Résultat exceptionnel	19	-421 231	109 838
Impôts sur les bénéfices	20	-629 330	-586 915
Résultat net		-1 106 104	656 013

3. Annexe aux comptes sociaux

3.1. Nature et description de l'activité

Dalet propose une gamme complète de solutions de numérisation dans le domaine des médias.

3.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

3.3. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

3.4. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en conformité du règlement ANC N° 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

donnant une image fidèle du patrimoine de la société.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

- Logiciels acquis

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Ils sont amortis selon le mode linéaire :

- 12 mois si la valeur unitaire est inférieure à 1.500 euros,
- 3 ans si la valeur unitaire est supérieure à 1.500 euros.

- Fonds de commerce

Les fonds de commerce ne sont pas amortis.

Un test de valeur est pratiqué une fois par an, entraînant la comptabilisation d'une provision si la valeur d'évaluation devient inférieure à la valeur inscrite à l'actif du bilan.

- Logiciels créés à usage commercial

Les frais de recherche et développement engagés par la Société sont activés dans le respect des critères définis par les règlements 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et 2004-6 relatif à la définition des actifs.

Les frais de développement sont activés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- le projet est clairement identifié et suivi de façon individualisée et fiable ;
- le projet a de sérieuses chances de réussite technique ;
- le projet a de sérieuses chances de rentabilité commerciale pour les logiciels destinés à être loués, vendus ou commercialisés ;
- la société manifeste son intention de produire, de commercialiser ou d'utiliser en interne les logiciels concernés ;
- les frais faisant l'objet d'activation sont ceux directs, internes et externes, engagés durant les phases d'analyse organique, de programmation, de tests, et pour le développement de ces logiciels.

Les amortissements sont calculés, suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue, soit dans la pratique de 24 à 36 mois.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les frais d'entretien et de réparations sont constatés en charge dans l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : linéaire sur 3 ans,
- Mobilier de bureau : linéaire sur 5 ans,
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans.

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition.

Lorsque leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence. La valeur d'inventaire des titres tient compte notamment du montant des capitaux propres, de la rentabilité à long terme et d'éléments stratégiques. De plus, il est comptabilisé une provision sur les créances à hauteur de la situation nette négative. Si cette dernière est supérieure aux créances inscrites à l'actif du bilan, une provision complémentaire est comptabilisée en provision pour risque.

Les avances consenties aux filiales en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions ; il est tenu compte des écarts de conversion résultant de la conversion des soldes au cours de clôture.

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements versés.

- **Stocks**

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques et de matériel informatique.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés en tenant compte de l'ancienneté des références.

- **Clients et comptes rattachés**

La société commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Elle évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés d'une part en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

- **Ecart de conversion**

Les écarts de conversion qui figurent au bilan correspondent à la différence entre les créances et les dettes converties au cours des devises mensuelles et le cours des devises à la clôture de l'exercice.

- **Actions propres**

Les actions propres détenues dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites accordées par le conseil d'administration sont comptabilisées en « Valeurs mobilières de placement ».

Les actions propres sans affectation explicite sont inscrites au poste « Immobilisations financières », une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'achat. La valeur d'inventaire est constituée par le cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture de l'exercice.

- **Provisions pour risques**

Des provisions pour risques sont constatées pour couvrir des risques, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

- **Chiffre d'affaires**

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

- **Résultat exceptionnel**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

- **Engagements en matière de retraite**

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de fin de carrière. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les montants des paiements futurs sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

L'engagement dû à ce titre n'est pas comptabilisé en provisions pour risques et charges, mais figure dans les engagements hors bilan.

- **Instruments financiers**

La Société et ses filiales peuvent avoir recours à des instruments financiers comme des couvertures de change ou des achats d'options pour couvrir des risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt ou de change.

NOTE 1 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-15			31-déc.-14
	Valeurs brutes	Amortissements	Provisions	Valeurs nettes
Logiciels	609 490	536 200		73 290
Logiciels créés à usage commercial	23 324 009	19 573 291		3 750 718
Logiciels en cours de réalisation	282 108			282 108
Fonds de commerce	5 599 092		99 092	5 500 000
Total	29 814 699	20 109 491	99 092	9 606 116

L'évolution des immobilisations incorporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-14	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31-déc.-15
Logiciels	558 560	50 930			609 490
Logiciels créés à usage commercial	20 263 950	2 611 321		448 738	23 324 009
Logiciels en cours de réalisation	448 738	282 108		-448 738	282 108
Fonds de commerce	5 599 092				5 599 092
Total	26 870 340	2 944 359	0	0	29 814 699
<i>Amortissements</i>	17 246 083	2 863 408			20 109 491
<i>Provisions</i>	99 092				99 092
Valeurs nettes	9 525 165		0	0	9 606 116

Le fonds de commerce de 5.599.092 euros correspond :

- à une acquisition de 1998 pour une activité dans le domaine des logiciels audionumériques dénommée Numisys pour 99.092 euros. Le test de valeur pratiqué sur cet actif incorporel a révélé une valeur nulle en raison de l'arrêt définitif des activités. A ce titre, une provision pour dépréciation de 99.082 euros a été comptabilisée en 2005.
- à l'évaluation de l'activité de DDMS France suite à la fusion-absorption de 2003 pour 5.500.000 euros.

Le test de valeur effectué au 31 décembre 2015 sur la base des hypothèses retenues au moment de la fusion a montré une valeur supérieure à celle inscrite au bilan, ne justifiant donc pas la dotation d'une provision.

NOTE 2 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-15			31-déc.-14
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Installations générales, agenc. et aménagements divers	91 086	61 298	29 788	40 184
Matériel de transport	65 479	65 408	71	4 455
Matériel de bureau et informatique, mobilier	499 637	381 779	117 858	68 960
Total	656 202	508 485	147 717	113 599

L'évolution des immobilisations corporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-14	Augmentations	Diminutions	31-déc.-15
Installations générales, agenc. et aménagements divers	88 579	2 507		91 086
Matériel de transport	65 479	2 377	2 377	65 479
Matériel de bureau et informatique, mobilier	408 725	256 395	165 483	499 637
Total	562 783	261 279	167 860	656 202
<i>Amortissements</i>	449 184	59 550	249	508 485
Valeurs nettes	113 599	201 729	167 611	147 717

NOTE 3 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-15			31-déc.-14
	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Titres de participation	16 202 887	4 152 355	12 050 532	12 456 582
Créances rattachées aux participations	2 490 321	293 351	2 196 970	2 004 638
Actions propres	37 207	1 830	35 377	
Prêts et autres immobilisations financières	276 964		276 964	254 437
Total	19 007 379	4 447 536	14 559 843	14 715 657

L'évolution des immobilisations financières et des provisions s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-14	Augmentations	Diminutions	31-déc.-15
Titres de participation	16 202 887			16 202 887
Créances rattachées aux participations	2 267 872	294 092	71 643	2 490 321
Actions propres		37 207		37 207
Prêts et autres immobilisations financières	254 437	89 951	67 424	276 964
Total	18 725 196	421 250	139 067	19 007 379
<i>Provisions</i>	4 009 539	472 882	34 885	4 447 536
Valeurs nettes	14 715 657			14 559 843

Le poste « Actions propres » se compose de 7 527 actions Dalet achetées courant 2015 sans affectation explicite. Elles sont valorisées à leur coût d'achat. Une provision de 1.830 € a été comptabilisée car la valeur d'inventaire constituée par le cours moyen de bourse de décembre 2015 est inférieure au prix d'achat.

Le détail des filiales et des participations est le suivant à la date du 31 décembre 2015 :

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	C.A.H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 € =
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(3.780) KUSD	100.00%	5 768	5 768	-	-	-	17 591	291	1.10950 USD
Dalet Limited	5 KGBP	122 KGBP	100.00%	8	8	-	-	-	883	46	0.72584 USD
AmberFin Ltd	3.849 KGBP	(5.068) KGBP	100.00%	4 649	4 243	2 073	2 073	-	3 345	100	0.72584 USD
Dalet Sistemas Espana	60 KE	122 KE	99.98%	60	60	-	-	-	361	14	
Gefen	50 KILS	15.864 KILS	99.90%	10	10	-	-	-	10 902	358	4.31220 USD
Dalet GmbH	25 KE	(11) KE	100.00%	3 604	-	65	-	-	110	-96	
Dalet Australia Pty Ltd	-	8 KAUD	100.00%	-	-	-	-	-	997	81	1.47770 USD
Dalet Systems Asia Pte	200 KSGD	(586) KSGD	100.00%	114	-	352	124	-	2 100	23	1.52550 USD
Dalet Italia S.R.L	102 KE	683 KE	100.00%	1 962	1 962	-	-	-	10 241	171	
Dalet Media Systems LLC	1.200 RUB	(2.831) KRUB	100.00%	28	-	-	-	-	140	-5	68.07200 USD
TOTAL				16 203	12 051	2 490	2 197			983	

Note : le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Note : Dalet S.A. a perçu 400 000 AUD soit 285 918 € de dividende de la part de sa filiale Dalet Australia Pty Ltd.

Les éléments concernant les entreprises liées et les participations se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Titres de participation	16 202 887	16 202 887
Créances rattachées aux participations	2 490 321	2 267 872
Total immobilisations	18 693 208	18 470 759
Créances clients et comptes rattachés	3 260 497	2 347 091
Dettes financières	182 064	509 750
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 723 569	5 189 367
Total	16 048 072	15 118 733
Produits de participation	431 413	4 396
Charges d'intérêt liées aux participations	0	0

NOTE 4 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-14	Augmentations	Diminutions	31-déc.-15
Cartes audionumériques et autres matériels informatiques	110 590	24 882		135 472
Total	110 590	24 882	0	135 472
<i>Provisions</i>	9 469	34 445	1 145	42 769
Valeurs nettes	101 121			92 703

NOTE 5 : Clients et comptes rattachés

Le détail du poste clients est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-14	Augmentations	Diminutions	31-déc.-15
Créances clients	8 273 175	0	775 583	7 497 592
<i>Provisions</i>	163 122	105 202	120 739	147 585
Valeurs nettes	8 110 053			7 350 007

Créances à 1 an au plus	7 907 204	7 264 698
Créances à plus d'un an	365 971	232 894

La répartition entre créances clients hors groupe et groupe est la suivante :

(montants en euros)	31-déc.-14	Augmentations	Diminutions	31-déc.-15
Créances clients - hors groupe	5 926 084		1 688 989	4 237 095
<i>Provisions</i>	163 122	98 564	120 739	140 947
Valeurs nettes	5 762 962			4 096 148

Créances à 1 an au plus	5 634 186	4 004 201
Créances à plus d'un an	291 898	232 894

Le chiffre d'affaires hors groupe a baissé globalement de 24 % :

chiffre d'affaires 2015 hors groupe : 15.349.130 euros

chiffre d'affaires 2014 hors groupe : 20.146.005 euros

(montants en euros)	31-déc.-14	Augmentations	Diminutions	31-déc.-15
Créances clients - groupe	2 347 091	913 406		3 260 497
<i>Provisions</i>	0	6 638		6 638
Valeurs nettes	2 347 091			3 253 859

Créances à 1 an au plus	2 273 018	3 260 497
Créances à plus d'un an	74 073	0

Le chiffre d'affaires groupe a augmenté globalement de 55 % :

chiffre d'affaires 2014 groupe : 5.469.090 euros

chiffre d'affaires 2015 groupe : 8.499.119 euros

NOTE 6 : Autres créances

Elles s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-15	31-déc.-14	à 1 an au plus	à plus d'un an
Fournisseurs - avance	7 567	4 036	0	7 567
Personnel et comptes rattachés	32 661	38 124	0	32 661
Organismes sociaux	26 277	21 332	26 277	
Crédit d'impôt recherche	632 409	587 535	0	632 409
Autres crédits d'impôt	20 691	16 882	400	20 291
Taxe sur la valeur ajoutée	76 853	99 208	76 853	
Débiteurs divers	22 049	25 590	22 049	
Autres créances	818 508	792 707	125 580	692 928
<i>Provisions</i>	0	0		
Valeurs nettes	818 508	792 707		

Créances à 1 an au plus	125 580	754 047
Créances à plus d'un an	692 928	38 660

NOTE 7 : Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées intégralement d'actions propres.

(montants en euros)	31-déc.-14	Augmentations	Diminutions	31-déc.-15
Actions propres	192 112	19 047		211 159
Sicav court terme	0			0
Total	192 112	19 047	0	211 159

Les 34.000 actions propres détenues au 31 décembre 2015 ont été achetées dans le cadre de l'attribution d'actions gratuites en faveur de dirigeants et de salariés du groupe décidée par le même conseil d'administration du 22 mai 2012. Ces actions concernent les bénéficiaires résidents aux USA qui sont soumis à une nouvelle période d'attribution de deux années supplémentaires. Elles sont valorisées à leur coût d'achat. Leur valeur comptable reste égale à leur coût d'entrée jusqu'à leur livraison aux bénéficiaires.

NOTE 8 : Variation des capitaux propres

(montants en euros)	31-déc.-14	Affectation du résultat	Résultat 2015	Autres	31-déc.-15
Capital	7 187 360				7 187 360
Prime d'émission	4 037 059			-6 000	4 031 059
Prime de fusion	3 241 032				3 241 032
Prime d'apport	2 336 088				2 336 088
Bons de souscription d'actions	5 398				5 398
Réserve légale	287 592	32 801			320 393
Réserves indisponibles	68 000			6 000	74 000
Autres réserves	28 254				28 254
Report à nouveau	1 298 655	623 212			1 921 867
Résultat de l'exercice	656 013	-656 013	-1 106 104		-1 106 104
Total	19 145 451	0	-1 106 104	0	18 039 347

Les réserves indisponibles de 74.000 euros correspondent à :

- 34.000 actions gratuites à émettre décidées par le conseil d'administration du 22 mai 2012. Le président a décidé en date du 23 mai 2014 une nouvelle période d'attribution de deux années supplémentaires pour les bénéficiaires résidents aux USA.
- l'attribution de 3.000 actions de préférence de catégorie B décidée par le conseil d'administration du 9 avril 2015

• Composition du capital

Au 31 décembre 2015, le capital de Dalet SA est représenté par 3.593.680 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 2 euros, soit un capital social de 7.187.360 euros.

Les actions composant le capital se répartissent ainsi selon leur nature :

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		en début d'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	en fin d'exercice
titres à vote simple	2.0	2 501 208	-112 569		2 388 639
titres à vote double	2.0	1 062 424	101 090		1 163 514
titres auto détenus	2.0	30 048	11 479		41 527
Total		3 593 680	0	0	3 593 680

• Plans d'attribution d'options de souscription d'actions

Il n'existe pas de plan d'attribution de Stock-Options en cours de validité.

- **Attribution d'actions gratuites**

Plan d'attribution gratuite d'actions en cours

Assemblée générale mixte du 28 juin 2011 :

L'assemblée générale mixte du 28 juin 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 22 mai 2012

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 28 juin 2011, le Conseil d'administration en date du 22 mai 2012 a décidé les attributions d'actions gratuites suivantes :

- au profit des dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 55.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.
- au profit des salariés non dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 89.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

En date du 23 mai 2014, le Président a constaté la réalisation intégrale des conditions d'objectif et a procédé à l'attribution de 44.000 actions gratuites aux Dirigeants et 66.000 actions gratuites aux Salariés du Groupe. L'attribution des 34.000 actions revenant aux Salariés et au Dirigeant de la filiale Nord-Américaine DDMS USA Inc. a été repoussée au 23 mai 2016.

Assemblée générale mixte du 30 juin 2014 :

Conseil d'administration du 9 avril 2015

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2014, le Conseil d'Administration en date du 9 avril 2015, a décidé l'attribution de trois mille (3.000) actions de préférence de catégorie B pouvant donner lieu à l'attribution maximale de 300.000 actions ordinaires de catégorie A en fonction d'objectifs de cours du titre.

Le capital potentiel au 31 décembre 2015 se résume de la façon suivante :

Capital potentiel	31 dec. 2015
Nombre d'actions ordinaires	3 593 680
Actions gratuites en attente d'attribution	34 000
Actions gratuites potentielles en attente d'attribution	300 000
Actions auto détenues au 31 dec 2015	41 527
Total à créer	292 473
Total potentiel	3 886 153

Etant donné le total des actions potentielles à créer, la dilution totale maximale au 31 décembre 2015 (rapport du nombre de titres pouvant être créés sur le nombre de titres composant le capital) est de 8 %.

Synthèse des attributions gratuites d'actions

Le tableau ci-dessous résume l'historique des différents plans d'attribution au bénéfice des salariés et des administrateurs :

Actions de catégorie A

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2015
18 juillet 2006	30 juin 2006	10 000	5,95	59 500	2008	10 000
11 sept. 2007	30 juin 2006	26 560	5,95	158 032	2009	26 200
23 février 2009	26 juin 2008	9 800	1,95	19 110	2011	9 800
31 août 2010	24 juin 2010	64 000	3,90	249 600	2012	63 358
26 avril 2011	24 juin 2010	58 000	4,41	255 780	2013	57.572
22 mai 2012	26 juin 2011	110 000	3,64	400 400	2014	110.000
22 mai 2012	26 juin 2011	34 000	3,64	123 760	2016	34.000

Actions de catégorie B

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2015
9 avril 2015	30 juin 2014	3 000	néant	386 880	2020	néant

Plus particulièrement concernant les administrateurs, trois plans d'attribution gratuite d'action de catégorie A sont en cours :

Date du conseil d'administration (attribution)	Nombre total d'actions attribuées	actions attribuées avec clause de performance	actions attribuées ou pour lesquelles les conditions de performance sont remplies au 31 déc. 2015
31 août 2010	64 000	64 000	63 358
26 avril 2011	58 000	26 000	57 572
22 mai 2012	44 000	44 000	44 000

- **Actions propres**

Au 31 décembre 2015, la société détient 41.527 actions propres.

Nombre de titres composant le capital au 1 ^{er} janvier 2015 :	3 593 680
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2015	30 048
Titres achetés dans l'exercice :	11 479
Titres vendus dans l'exercice :	néant
Titres émis au cours de l'exercice :	néant
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	néant
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2015 :	41 527
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2015 :	3 593 680

NOTE 9 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

(montants en euros)	31-déc.-14	Dotations	Reprises		31-déc.-15
			provision utilisée	provision non utilisée	
Provision pour perte de change	84 113	39 320	84 113		39 320
Provision pour prestations à fournir	60 000		60 000		0
Provision pour pénalités clients	125 000		125 000		0
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	212 900			1 741	211 159
Provision pour couverture des situations nettes négatives des filiales		35 011			35 011
Total	482 013	74 331	269 113	1 741	285 490

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	0	186 741
Résultat financier	74 331	84 113
Résultat exceptionnel	0	0

L'ensemble des écarts de conversion – actif sont provisionnés.

La provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés au 31 décembre 2015 concerne le plan accordé par le conseil d'administration du 22 mai 2012. Les actions ont toutes été achetées au 31 décembre 2015 et sont classées en valeurs mobilières de placement.

NOTE 10 : Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières sont les suivants :

(montants en euros)	31-déc.-14	Augmentations	Diminutions	31-déc.-15
Concours bancaires	4 152	13 981		18 133
Emprunts bancaires	4 125 608	580 000	628 821	4 076 787
Emprunt - intérêts courus	23 713		3 007	20 706
Filiale Dalet GmbH (Allemagne)	175 537		175 537	
Filiale Dalet Digital Média Systems USA Inc.		148 856		148 856
Filiale Dalet Australia Pty Ltd	334 213		301 005	33 208
Total	4 663 223	742 837	1 108 370	4 297 690

Dettes à 1 an au plus	1 166 437	879 032
Dettes à plus d'un an	3 496 786	3 418 658

NOTE 11 : Dettes fiscales et sociales

Le détail des dettes fiscales et sociales est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Personnel et comptes rattachés	507 617	575 968
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	458 430	469 273
Taxe sur la valeur ajoutée	100 984	22 926
Autres impôts taxes	85 862	141 226
Total	1 152 893	1 209 393

Dettes à 1 an au plus	1 152 893	1 209 393
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 12 : Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Dettes sur immobilisations		256 773
Avances et acomptes reçus sur commandes	394 374	200 411
Total	394 374	457 184

Dettes à 1 an au plus	394 374	457 184
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 13 : Chiffre d'affaires

(montants en euros)	CA 2015 par nature			CA 2014
	Hors groupe	Groupe	Total	Total
Ventes de licences	4 418 694	4 813 696	9 232 390	10 158 398
Prestations de services	8 988 609	3 305 850	12 294 459	11 922 790
Ventes de matériel	1 716 101	67 284	1 783 385	2 735 707
Refacturation de frais généraux	225 726	312 289	538 015	798 200
Total	15 349 130	8 499 119	23 848 249	25 615 095

(montants en euros)	CA 2015 par secteur géographique			CA 2014
	Hors groupe	Groupe	Total	Total
Europe	11 062 368	2 059 624	13 121 992	15 422 656
Amériques	146 932	5 623 640	5 770 572	4 586 244
Afrique / Moyen-Orient	1 788 656	35 473	1 824 129	2 415 863
Asie / Océanie	2 351 174	780 382	3 131 556	3 190 332
Total	15 349 130	8 499 119	23 848 249	25 615 095

Le chiffre d'affaires total a diminué globalement de 7%.

La répartition du chiffre d'affaires hors groupe et groupe était respectivement 20.146.005 et 5.469.090 en 2014. Le chiffre d'affaires hors groupe a diminué globalement de 24 %, par contre celui du groupe a augmenté de 55%.

Les ventes de licences ont chuté de 9 % et représente 39 % du chiffre d'affaires total 2015, celles de matériel ont diminué de 35 % et représente 7 % du chiffre d'affaires total 2015.

La zone Europe a diminué de 15 % et représente 55 % du chiffre d'affaires total 2015. La zone Amériques a augmenté de 26 % et représente 24 % du chiffre d'affaires total 2015.

NOTE 14 : Autres produits d'exploitation

Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

(montants en euros)	2015	2014
Production immobilisée	2 893 429	2 138 970
Subventions d'exploitation	74 417	2 084
Reprises sur provisions	308 625	700 642
Autres produits d'exploitation	26	1 196
Transferts de charges d'exploitation	106 351	-353 844
Total	3 382 848	2 489 048

La production immobilisée correspond à la valeur brute des frais de développement de logiciels comptabilisée en immobilisation incorporelle.

Les reprises sur provisions comprennent principalement des reprises de provisions :

- pour risque et charge pour 186.741 euros
- pour dépréciation des clients pour 120.739 euros.

NOTE 15 : Achats et variation de stocks

(montants en euros)	2015	2014
Ventes de matériel	1 783 385	2 735 707
Achats et variation de stocks	1 419 995	2 154 630
Marge	363 390	581 077
en pourcentage	20.4%	21.2%

NOTE 16 : Autres charges externes

L'évolution des autres charges externes est la suivante :

(montants en euros)	2015	2014
Sous-traitance	13 021 871	12 194 220
Achats non stockés	53 387	41 608
Crédit-bail	31 738	40 856
Location et charges locatives	355 046	254 086
Entretien réparation	38 354	32 541
Assurances	107 253	109 103
Personnel extérieur à l'entreprise	209 048	191 406
Honoraires	2 481 701	3 566 437
Publicité salons	577 611	392 851
Transports	43 226	52 385
Déplacement mission réception	1 561 687	1 705 050
Frais postaux et telecom	152 860	145 905
Autres charges externes	141 410	150 235
Total	18 775 192	18 876 683

Le détail du poste « Honoraires » est le suivant :

(montants en euros)	2015	2014
Commissions sur ventes	262 746	365 462
Commissions des petites filiales	1 348 807	2 092 323
Rémunération de l'affacturage	0	3 176
Rémunération des VIE (Volontariat International en Entreprise)	486 380	542 200
Honoraires des auditeurs	155 536	118 958
Honoraires juridiques	111 936	149 167
Honoraires sur acquisition de la filiale	0	163 630
Divers	116 296	131 521
Total	2 481 701	3 566 437

NOTE 17 : Dotations aux amortissements

(montants en euros)	2015	2014
Dotations sur immobilisations incorporelles		
Logiciels	45 355	32 288
Logiciels créés à usage commercial	2 818 053	2 027 075
	2 863 408	2 059 363
Dotations sur immobilisations corporelles		
Installations générales, agenc. et aménagements divers	12 903	12 560
Matériel de transport	4 633	9 325
Matériel de bureau et informatique, mobilier	42 014	44 136
	59 550	66 021
Dotations sur charges à répartir	4 072	
Total des dotations aux amortissements	2 927 030	2 125 384

NOTE 18 : Résultat financier

(montants en euros)	2015	2014
Produits financiers		
Dividendes reçus	285 919	0
Revenus sur créances rattachées aux titres de participations	145 494	4 396
Gains de change	400 153	285 121
Reprises sur provisions	118 998	726 313
Autres produits financiers	17 382	452
	967 946	1 016 282
Charges financières		
Charges d'intérêts et agios	129 152	110 432
Charges d'intérêts sur affacturage	0	523
Pertes de change	375 906	150 273
Dotations aux provisions	547 212	135 394
Autres charges financières	15 468	11 490
	1 067 738	408 112
Résultat financier	-99 792	608 170

Le détail des postes significatifs est le suivant :

(montants en euros)	2015	2014
Titres de participation	0	613 971
Créances rattachées sur titres	34 885	55 643
Perte de change	84 113	56 699
Total des reprises	118 998	726 313
Titres de participation	406 050	28 727
Créances rattachées sur titres	65 002	22 554
Couverture des situations nettes négatives des filiales	35 010	
Pertes de change	39 320	84 113
Autres dotations	1 830	
Total des dotations	547 212	135 394

NOTE 19 : Résultat exceptionnel

(montants en euros)	2015	2014
Produits exceptionnels		
Produits sur exercices antérieurs	24 221	56 366
Produits cession des éléments d'actif	169 483	92 028
Autres produits exceptionnels	0	200 935
Transferts de charges	0	544 455
	193 704	893 784
Charges exceptionnelles		
Pénalités sur marchés	176 577	20 400
Abandon / dettes filiales	260 271	110 000
Charges sur exercices antérieurs	10 448	21 348
Valeur nette des immobilisations cédées	167 611	84 963
Mali sur vente d'actions propres	0	544 455
Autres charges exceptionnelles	28	2 780
	614 935	783 946
Résultat exceptionnel	-421 231	109 838

NOTE 20 : Impôt sur les sociétés

Les montants d'impôt sont pour l'essentiel le crédit d'impôt recherche.

(montants en euros)	2015	2014
Impôt sur les bénéfices	3 479	1 687
Crédit d'impôt recherche	-632 409	-587 535
Crédit d'impôt apprentissage	-400	-1 067
Total	-629 330	-586 915

La charge d'impôt sur les bénéfices est celle de l'établissement en Corée.

Le déficit reportable des exercices antérieurs s'élève à 30.392.910 euros.

Le déficit fiscal de l'exercice se monte à 1.442.563 euros.

Les déficits reportables au 31 décembre 2015 s'élèvent à 31.835.473 euros.

NOTE 21 : Autres informations

1. Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration et de direction s'est élevée à 371.076 euros pour l'exercice 2015.

2. Provisions pour risques et pour dépréciation

(montants en euros)	31-déc.-14	Dotations	Reprises	31-déc.-15
Provisions pour risques et charges				
Provision pour perte de change	84 113	39 320	84 113	39 320
Provision pour prestations à fournir	60 000		60 000	
Provision pour pénalités clients	125 000		125 000	
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	212 900		1 741	211 159
Provision pour couverture des situations nettes négatives des filiales		35 011		35 011
	482 013	74 331	270 854	285 490
Provision pour dépréciation				
Fonds de commerce	99 092			99 092
Titres de participation	3 746 305	406 050		4 152 355
Créances rattachées aux participations	263 234	65 002	34 885	293 351
Autres immobilisations financières		1 830		1 830
Stocks et en-cours	9 469	34 445	1 145	42 769
Comptes clients	163 122	105 202	120 739	147 585
	4 281 222	612 529	156 769	4 736 982

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	139 648	308 625
Résultat financier	547 212	118 998
Résultat exceptionnel		

3. Transferts de charges

(montants en euros)	2015	2014
Avantage en nature / voiture	9 256	12 368
Avantage en nature / téléphone	3 027	3 233
Avantage en nature / retraite		7 510
Attribution d'actions gratuites		-433 620
Remboursement Prévoyance / salarié malade	56 666	56 665
Frais d'émission d'emprunt	37 402	
Total (exploitation)	106 351	-353 844

4. Crédit-bail

(montants en euros)	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		exercice	cumulées		exercice	cumulées
Matériel de transport	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	123 250	25 968	101 609	21 641	27 240	107 496
Total	123 250	25 968	101 609	21 641	27 240	107 496

(montants en euros)	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	à un an au plus	à plus d'un an et moins de cinq ans	à plus de cinq ans	total		
Matériel de transport	-	-	-	-	-	4 498
Matériel de bureau et informatique, mobilier	22 700	-	-	22 700	1	27 240
Total	22 700	0	0	22 700	1	31 738

5. Comptes de régularisation

(montants en euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Produits à recevoir		
Créances clients et comptes rattachés	2 716 212	3 127 383
Autres créances	31 215	38 321
	2 747 427	3 165 704
Charges à payer		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	38 839	27 865
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 386 951	2 560 439
Dettes fiscales et sociales	723 679	901 176
	2 149 469	3 489 480

(montants en euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Produits constatés d'avance		
Maintenance	1 661 518	1 816 462
Soft	439 192	726 677
Prestations de services	276 281	297 616
Ventes de matériel	134 037	250 706
Refacturation de frais généraux	4 711	8 009
Divers	27 000	
	2 542 739	3 099 470
Charges constatées d'avance		
Sous-traitance	87 245	136 452
Achats	18 964	0
Crédit-bail	0	508
Location et charges locatives	53 641	46 447
Entretien réparation	16 000	12 046
Assurances	4 336	16 744
Honoraires	148 516	24 416
Publicité salons	27 838	27 622
Déplacement mission réception	0	0
Frais postaux et telecom	4 450	4 719
Autres charges externes	3 484	5 028
Taxes	0	0
Médecine du travail	0	2 925
Chèques restaurant	6 135	5 931
Charges financières	14 968	24 108
	385 577	306 946

(montants en euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Charges à répartir	33 330	0

Créances à 1 an au plus	8 099	0
Créances à plus d'un an	25 231	0

Elles correspondent aux frais d'émission du nouvel emprunt souscrit en 2015. Ces frais s'élèvent à 37.402 euros, ils ont été comptabilisés en « Autres charges externes » puis transférés dans le compte « Charges à répartir » par le crédit du compte « Transfert de charges d'exploitation ». Les

coûts sont ensuite répartis sur la durée de l'emprunt par le compte de « Dotation aux amortissements ». La dotation de l'exercice est égale à 4.072 euros.

Ecart de conversion	Actif	Provision pour perte de change	Passif
Sur créances rattachées aux participations	0	0	239 185
Sur autres créances	10 494	10 494	10 138
Sur dettes financières	10 890	10 890	1 172
Sur fournisseurs	17 936	17 936	16 758
Sur dettes sur immobilisations	0	0	
Total	39 320	39 320	267 253

6. Effectif moyen

Personnel salarié	2015	2014
Cadres	39	39
Employés	5	7
Total	44	46

L'effectif de 44 salariés tient compte des 2,1 salariés équivalent temps plein moyen de notre établissement en Corée, contre 4,6 en 2014.

Personnel mis à disposition de l'entreprise	2015	2014
Cadres	4.0	3.5
Employés	0.0	0.5
Total	4.0	4.0

7. Engagements hors bilan

Nature de l'opération	Montant (euros)	Echéance
<p>1/ Engagements donnés</p> <p>Cautions bancaires obtenues sur marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soumission 14.047 illimitée - Bonne exécution 31.313 illimitée 20.193 31/01/2016 33.343 31/07/2016 52.171 31/12/2016 60.189 08/01/2017 14.340 31/01/2018 - Restitution d'acompte 180.567 30/04/2016 <p>Nantissement du fonds de commerce 2.240.000</p> <p>Indemnités de fin de carrière évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (<i>ou méthode du prorata des droits à terme</i>) 509.268</p> <p>Principales hypothèses utilisées : taux d'actualisation brut à 2,03 % , revalorisation des salaires : cadre 2,5%, non cadre 1,5% turn-over : moyen table de mortalité : INSEE 2015 âge de départ à la retraite : 65-67 ans (départ à taux plein)</p> <p>2/ Engagements reçus</p> <p>Engagements avec clause de retour à meilleure fortune au bénéfice de Dalet S.A.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dalet GmbH au titre de l'abandon de créances restant sur l'exercice 2001 633.333 - Dalet GmbH au titre des abandons transférés lors de l'acquisition 4.594.906 		

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « Immobilisations incorporelles » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables, nous avons apprécié le caractère approprié des principes comptables suivis par votre société, examiné les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais, ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note « immobilisations incorporelles » de l'annexe fournit une information appropriée.
- La note « Immobilisations financières » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes sociaux indique que votre société peut être amenée à constater une provision pour dépréciation des titres de participation et des créances rattachées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable de ces titres et créances. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes appliquées et nous nous sommes assurés que la note « Immobilisations financières » de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 21 avril 2016

Les commissaires aux comptes

Thierry YOUNES

Deloitte & Associés

Laurent HALFON

COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2015

1. Etat de la situation financière au 31 décembre 2015

Etat de la situation financière (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-15 12 mois	31-déc.-14 12 mois
Goodwill	1	6 213	6 349
Immobilisations incorporelles	2	5 959	6 104
Immobilisations corporelles	3	1 367	1 216
Actifs financiers à long terme	4	358	373
Disponibilités bloquées à long terme	5	325	308
Autres actifs non courants	6	1 008	299
Impôts différés actifs	24	415	399
ACTIF NON COURANT		15 644	15 048
Stocks		247	530
Clients	7	14 483	14 239
Autres débiteurs	8	1 427	1 449
Trésorerie et équivalent trésorerie	9	4 335	4 940
Actifs d'impôt exigible		166	911
ACTIF COURANT		20 658	22 069
TOTAL ACTIF		36 302	37 117
Capital		7 187	7 187
Primes		9 614	9 620
Réserves consolidées		-3 334	-3 995
Résultat Net part du groupe		-800	160
Réserves de Conversion		2 528	1 444
Capitaux propres part du groupe		15 194	14 416
Intérêts minoritaires		8	7
CAPITAUX PROPRES	10	15 202	14 423
Dettes financières à long terme	11	3 724	4 056
Provisions à long terme	12	554	878
Impôt différés passifs	24	880	828
Autres passifs non courants		744	565
PASSIF NON COURANT		5 901	6 327
Provisions à court terme	13		185
Dettes financières à court terme	11&14	1 292	1 324
Dettes d'impôt exigible		81	14
Fournisseurs		3 349	3 528
Dettes fiscales et sociales	15	4 063	3 600
Autres créditeurs	16	6 413	7 716
PASSIF COURANT		15 198	16 367
TOTAL PASSIF		36 302	37 117

2. Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Compte de Résultat Consolidé (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-15 12 mois	31-déc.-14 12 mois
Chiffre d'affaires net	17	47 463	42 112
Achats et autres charges externes	18	-20 917	-19 048
Charges de Personnel		-22 211	-19 757
Impôts et taxes		-200	-470
Dotations aux amortissements	19	-3 620	-2 680
Dotations aux provisions nettes des reprises	20	-62	66
Autres produits et charges d'exploitation	21	-168	61
Résultat Opérationnel Courant		285	284
Perte de valeur des actifs à long terme		-411	
Résultat Opérationnel		-125	284
Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie		19	4
Coût de l'endettement financier brut	22	-173	-147
Coût de l'endettement financier net		-153	-143
Autres produits et charges financiers	23	-182	144
Résultat courant avant impôt		-461	285
Impôts sur les résultats	24	-339	-125
Résultat net de l'ensemble consolidé		-800	160
Résultat Net part du groupe		-800	160
Résultat des minoritaires		0	
Résultat net par action (en euros)		-0,22 €	0,04 €
Résultat net dilué par action (en euros)		-0,21 €	0,04 €
Nombre moyen d'actions		3 593 680	3 593 680
Nombre moyen d'actions dilué		3 886 153	3 597 632
Nombre d'actions ordinaires		3 593 680	3 593 680
Options de souscription d'actions		0	0
Actions gratuites		292 473	3 952

3. Etat du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2015

(en milliers d'euros)	31-déc-15	31-déc-14
Résultat net	-800	160
Ecart de conversion	1 212	788
Couverture de flux de trésorerie	0	0
Impôt différé sur couverture de flux de trésorerie	0	0
Titres disponibles à la vente	0	0
Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres	308	-210
Total des autres éléments du résultat global	1 520	578
Resultat global	720	738
dont part du groupe	719	738
dont intérêts minoritaires	0	0

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (en milliers d'euros)	31-déc-15	31-déc-14
	12 mois	12 mois
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	-800	160
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	3 416	2 829
+/- perte de valeur sur actifs à long terme	411	
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	93	103
-/+ Autres produits et charges calculés		2
-/+ Plus et moins-values de cession	-1	-17
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	3 118	3 077
+ Coût de l'endettement financier net	153	143
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	339	125
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	3 611	3 345
- Impôts versé (B)	-182	-141
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)(C)	-20	-2 221
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	3 408	983
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 565	-2 746
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	178	126
+/- Incidence des variations de périmètre	-257	-4 059
+/- Variation des prêts et avances consentis	-3	-105
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-3 647	-6 784
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	-56	-224
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	883	3 540
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-1 052	-628
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-147	-147
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	156	25
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	-216	2 566
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	242	343
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	-212	-2 892
<u>Trésorerie à la clôture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents - découverts bancaires	4 317	4 529
<u>Trésorerie à l'ouverture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents - découverts bancaires	4 529	7 421

5. Variation des capitaux propres du groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Paiement fondé sur des actions	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres TOTAL
situation IFRS au 31 décembre 2013	7 187	9 400	-4 764	1 332	735	-512	421	13 799	7	13 806
Affectation du résultat 2013			1 332	-1 332						
Résultat 2014				160				160		160
Variation des écarts de conversion			79		709			788		788
Augmentation de capital										
IFRS 2 - attribution actions gratuites		220	180				-297	103		103
Titres auto-contrôle						320		320		320
Résultat / titres auto-contrôle			-544					-544		-544
<i>retraitement leasing</i>			2					2		2
<i>écart actuariel sur engagement de retraite</i>			-212					-212		-212
IDA variation de taux										
situation IFRS au 31 décembre 2014	7 187	9 620	-3 927	160	1 444	-192	124	14 416	7	14 423
Affectation du résultat 2014			160	-160						
Résultat 2015				-800				-800	0	-800
Variation des écarts de conversion			131		1 082			1 212		1 212
Augmentation de capital										
IFRS 2 - attribution actions gratuites		-6	6				93	93		93
Titres auto-contrôle						-56		-56		-56
Résultat / titres auto-contrôle										
<i>retraitement leasing</i>										
<i>ajust ouverture</i>										
<i>retraitement emprunt décote = subv</i>			19					19		19
<i>écart actuariel sur engagement de retraite</i>			308					308		308
IDA variation de taux										
situation IFRS au 31 décembre 2015	7 187	9 614	-3 302	-800	2 528	-248	217	15 194	8	15 202

6. Notes annexes aux comptes consolidés

6.1. NOTES PRELIMINAIRES

6.1.1. Informations relatives à l'entreprise

Dalet est une société anonyme à Conseil d'administration dont le siège social est situé au 16 rue Rivay, 92300 Levallois-Perret. Les états financiers consolidés du groupe intègrent la société et ses filiales.

Dalet conçoit des logiciels de gestion de contenu numérique audio et vidéo, essentiellement pour des diffuseurs Radio et Télévision. Certaines applications de « media asset management » ou d'acquisition de données ont permis l'extension de l'offre à d'autres marchés, comme les tribunaux des pays autorisant les enregistrements ou les parlements.

6.1.2. Déclaration de conformité aux IFRS

Les principes comptables appliqués par le Groupe au 31 décembre 2015 sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2015.

Textes adoptés par l'Union Européenne :

- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012 (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er février 2015) ;
- Amendements à IAS 19 – Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er février 2015) ;
- Amendements à IAS 1 – Initiative informations à fournir (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016) ;
- Amendements à IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans les entreprises communes (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016) ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016) ;
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014 (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016).

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne :

- Norme IFRS 9 – Instruments financiers et les amendements à IFRS 9, IFRS 7 et IAS 39 – Comptabilité de couverture générale, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2018 selon l'IASB. Cette norme établit les principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers.

Ces principes viendront remplacer ceux actuellement énoncés par la norme IAS 39 – Instruments financiers.

La mesure de l'incidence sur le montant et le calendrier de reconnaissance des actifs et passifs financiers ainsi que sur le résultat n'est pas encore raisonnablement estimable à ce stade.

- Norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2018 selon l'IASB. Cette norme définit le modèle de reconnaissance des revenus et viendra remplacer les normes IAS 18 – Produits des activités ordinaires et IAS 11 – Contrats de construction. La mesure de l'incidence sur le montant et le calendrier de reconnaissance des revenus du Groupe n'est pas encore raisonnablement estimable à ce stade.
- Norme IFRS 16 – Contrats de location, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 selon l'IASB. Cette norme, qui remplacera la norme éponyme IAS 17, établit les principes de comptabilisation des contrats de location et va conduire à enregistrer au bilan du preneur la plupart des contrats de location selon un modèle unique (abandon pour les preneurs de la classification en contrats de location simple ou contrats de location-financement). La mesure de l'incidence n'est pas encore raisonnablement estimable à ce stade.
- Amendements à IAS 12 – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes (d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2017 selon l'IASB).
- Amendements à IAS 7 – Initiative informations à fournir (d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2017 selon l'IASB).

Les incidences éventuelles de ces textes sur les comptes consolidés sont en cours d'évaluation.

6.2. AUTRES NOTES

6.2.1. Principes comptables

Règles de consolidation et périmètre

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Dalet exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque Dalet détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation de l'exercice sont les suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Royaume-Uni
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Dalet Italia S.R.L.	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie
Dalet Media Systems LLC	Intégration Globale	100%	100%	Russie
AmberFin Ltd	Intégration Globale	100%	100%	Royaume-Uni

o Date d'arrêté des comptes

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015 mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

o Conversion des états financiers en devises

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère.

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "réserves de conversion" des capitaux propres consolidés.

Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

o Opérations en devises

Les opérations en monnaie étrangère sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture. Tous les écarts sont enregistrés en résultat à l'exception des éléments qui en substance font partie de l'investissement net dans les filiales étrangères qui sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Bases de préparation

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés et classés en actifs détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Principes de présentation

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

Par ailleurs, dans un souci de clarté de lecture de ses comptes et en conformité avec les recommandations du Conseil National de la Comptabilité (CNC R-2004-02) et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), le groupe a fait le choix d'isoler les éléments non récurrents significatifs au sein de son « Résultat opérationnel » et matérialisera à ce titre le « Résultat opérationnel courant » et les « Autres produits et charges opérationnels ». Ces derniers ne comprennent que des éléments en nombre limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif, généralement repris dans la communication financière.

Règles et méthodes d'évaluation

o Goodwill

L'écart calculé entre le coût d'achat de participations acquises et la quote-part revenant au groupe dans les actifs et les passifs identifiés de l'entreprise acquise valorisés à leur juste valeur est inscrit au poste « Goodwill » et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.

Ultérieurement, ces goodwills sont évalués à leurs coûts diminués d'éventuelles pertes de valeurs.

o Frais de développement

Les frais de développement engagés dans le cadre de la création de progiciels (nouveaux projets et développement de modules existants) sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de commercialisation prévue des logiciels compte tenu des évolutions technologiques constatées sur ce marché.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères exposés ci-dessus sont comptabilisés en charges d'exploitation, au fur et à mesure de leur engagement.

○ Autres Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation attendue des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans
- Logiciels : linéaire sur une durée de 1 à 3 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont constatés en charges de l'exercice.

○ Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts et cautionnements, comptabilisés à leur valeur historique.

○ Impôts différés

Conformément à la norme « IAS 12 Impôts sur le résultat », les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre le résultat retraité pour être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe et le résultat fiscal de chaque entité consolidée. Le taux d'impôt retenu est celui en vigueur à la date de l'arrêté.

Les actifs d'impôt différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs existeront sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

○ Stocks

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques et de matériel informatique. Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés si leur valeur de réalisation possible devient inférieure à leur coût d'acquisition.

○ Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les valeurs mobilières de placement (VMP) comprennent principalement des parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts. Les VMP sont comptabilisées à la juste valeur : les variations de celle-ci sont comptabilisées en résultat de l'exercice, conformément à la norme « IAS 39 Instruments financiers, comptabilisation et évaluation ».

○ Clients et comptes rattachés

Le groupe commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Il évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatées en provision pour dépréciation. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques. Le groupe à travers la société Dalet Italia procède à l'affacturage d'une partie de ses créances. La société d'affacturage prend en charge le recouvrement des créances, octroyant un droit de tirage à hauteur d'une fraction des créances cédées. Les créances clients cédées sont maintenues dans le poste « clients » et les créances ayant fait l'objet d'un tirage figurent dans le poste « dettes financières à court terme ».

○ Provisions à court terme

Les obligations du groupe à l'égard des tiers, connues à la date d'arrêté des comptes consolidés et susceptibles d'entraîner une sortie de ressources certaine ou probable sans contrepartie au moins équivalente, font l'objet de provisions lorsqu'elles peuvent être estimées avec une fiabilité suffisante conformément à la norme « IAS 37 : Provisions, passifs éventuels, et actifs éventuels ».

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

En ce qui concerne les provisions pour restructurations, le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

○ Engagements en matière de retraite (provisions à long terme)

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du groupe sont constatés en charges de l'exercice auxquels ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont comptabilisés en « autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres » dans l'état du résultat global de l'exercice.

Il n'y a pas d'autre régime à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi dans les sociétés du groupe.

- Actions propres

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes de cession sont inscrits dans les réserves consolidées.

- Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est déterminé sur la base du résultat consolidé ramené au nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de tous les bons ou options de souscription d'actions attribués.

- Chiffre d'affaires

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires, en application des normes IAS 18 et IAS 11, sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

6.2.2. Faits caractéristiques et événements postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques :

Néant

Événements postérieurs à la clôture :

Néant.

6.3. NOTES SUR LE BILAN

NOTE 1 : Goodwill

Le goodwill figurant au bilan du groupe concerne les sociétés Dalet Italia acquise en 2010 pour 1.948 milliers d'euros et AmberFin acquise le 6 avril 2014 pour 4.401 milliers d'euros.

en milliers d'euros	2015	2014
Valeur nette à l'ouverture	6 349	1 948
Ecarts d'acquisition constatés dans l'exercice		4 146
Pertes de valeur	410	
Ecarts de conversion	274	255
Sorties de périmètre		
Autres mouvements		
Valeur nette à la clôture	6 213	6 349

Des tests de perte de valeur sont pratiqués par le groupe à chaque clôture et dès l'apparition éventuelle d'un indice de perte de valeur, sur la base d'une d'actualisation des flux de trésorerie futurs conforme à la méthodologie requise par la norme IAS 36.

La valeur comptable est ainsi comparée à sa valeur recouvrable sur la base de l'appréciation de sa valeur d'utilité.

La projection des flux de trésorerie a été établie à partir des prévisions les plus récentes approuvées par la direction pour les quatre prochaines années sur les deux UGT recouvrant l'activité du Groupe.

- ✓ UGT Systems :
- Taux d'actualisation de 11,0 %
- Taux de croissance à l'infini : 1 %

Une analyse de sensibilité dans l'UGT Systems sur le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini selon des hypothèses raisonnablement possibles, n'a pas fait apparaître de scénario dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

- ✓ UGT AmberFin :
- Taux d'actualisation de 10,9 %
- Taux de croissance à l'infini : 1 %

Les résultats de ces tests révèlent une perte de valeur sur l'UGT AmberFin.

L'analyse de sensibilité pratiquée en faisant varier le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini de 0,5 point fait apparaître par rapport aux actifs testés les pertes de valeur suivantes :

Taux de croissance long terme

		0,5%	1,0%	1,5%
<u>Taux</u> <u>d'actualisation</u>	10,4%	0,2M€	néant	néant
	10,9%	0,5 M€	0,3M€	0,1 M€
	11,4%	0,8M€	0,6M€	0,4M€

Compte tenu des pertes de valeur constatées dans le modèle, il a été décidé de comptabiliser une provision de 410 milliers d'euros qui couvre les combinaisons d'hypothèses identifiées dans le tableau.

Il est à noter que les variations de change entre le cours à la date d'acquisition et le cours de clôture au 31 décembre 2015 représentent une augmentation de valeur de 524 milliers d'euros du Goodwill avant dépréciation.

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles nettes

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15				31-déc.-14			
	Logiciels	Marques	Frais de développement	Total	Logiciels	Marques	Frais de développement	Total
<u>Valeurs brutes</u>								
Au 1er janvier	492	316	22 721	23 529	638		18 574	19 212
Décalage ouverture clôture	0		1	1				
Augmentations	56			56	43			43
Actifs générés en interne			2 893	2 893			2 138	2 138
Variation de périmètre de consolidation						298	1 893	2 191
Sorties					-190			-190
Effets des variations de change	1	19	123	144	1	18	116	135
Au 31 décembre	549	335	25 739	26 623	492	316	22 721	23 529
<u>Amortissements</u>								
Au 1er janvier	418		17 007	17 425	567		14 729	15 296
Décalage ouverture clôture	0		0	0				
Dotations aux immobilisations	49		3 177	3 227	40		2 269	2 309
Sorties					-190			-190
Effets des variations de change	1		11	13	1		9	10
Au 31 décembre	469		20 195	20 664	418		17 007	17 425
<u>Valeurs nettes</u>								
Au 1er janvier	74	316	5 714	6 104	71		3 845	3 916
Au 31 décembre	80	335	5 543	5 959	74	316	5 714	6 104

NOTE 3 : Immobilisations corporelles nettes

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15					31-déc.-14				
	Travaux et agencements	Matériel informatique	Matériel de transport	Mobilier	Total	Travaux et agencements	Matériel informatique	Matériel de transport	Mobilier	Total
Valeurs brutes										
Au 1er janvier	1 066	2 254	144	321	3 785	656	2 202	158	255	3 271
Décalage ouverture clôture	0	-1	0	0	-1					
Augmentations	117	481	2	16	616	204	215	84	62	565
Variation de périmètre de consolidation						194	351			545
Sorties	-223	-325	-3		-551	-8	-571	-100		-679
Effets des variations de change	94	105	5	20	224	20	57	2	4	83
Au 31 décembre	1 054	2 513	149	358	4 074	1 066	2 254	144	321	3 785
Amortissements										
Au 1er janvier	380	1 884	71	234	2 569	95	1 846	126	166	2 233
Décalage ouverture clôture	0	-1	1	0	-1					
Dotations aux immobilisations	107	251	19	16	393	87	200	19	65	371
Variation de périmètre de consolidation						194	283			477
Sorties	-223	-151	-1		-375	-8	-487	-75		-570
Effets des variations de change	25	83	1	12	121	12	42	1	3	58
Au 31 décembre	289	2 065	90	262	2 707	380	1 884	71	234	2 569
Valeurs nettes										
Au 1er janvier	686	370	73	87	1 216	561	356	32	89	1 038
Au 31 décembre	765	447	59	96	1 367	686	370	73	87	1 216

NOTE 4 : Actifs financiers à long terme

Les actifs financiers à long terme se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Dépôts et garanties sur locaux loués	160	175
Autres dépôts et cautionnements	198	198
Total	358	373

NOTE 5 : Disponibilités bloquées à long terme

Les disponibilités bloquées à plus d'un an sont constituées de comptes bloqués ou de SICAV de trésorerie nanties en garantie de cautions bancaires émises dans le cadre des opérations commerciales.

NOTE 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Avances aux salariés	78	74
Autres créances sociales	127	112
TVA sur créances irrécouvrables	10	9
Crédits d'impôt	653	
Autres créances d'impôt	66	100
Divers	74	4
Total	1 008	299

NOTE 7 : Clients

Le détail du poste client est le suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Créances Clients	15 000	14 512
<i>Provisions</i>	<i>-517</i>	<i>-273</i>
Total	14 483	14 239

Compte tenu des délais de paiements accordés par le Groupe, la valeur nominale des créances clients reflète leur juste valeur.

NOTE 8 : Autres débiteurs

Les autres comptes débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Créances sociales	34	44
Créances fiscales	118	209
Charges constatées d'avance	1 166	1 038
Dépôts et cautionnements	84	51
Divers	25	107
Total	1 427	1 449

NOTE 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

La « trésorerie et équivalents de trésorerie » s'élève à 4.335 milliers d'euros au 31 décembre 2015 contre 4.940 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Un reclassement est effectué dans « les disponibilités bloquées à long terme » selon l'échéancier prévisionnel suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15		31-déc.-14	
	< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an
Comptes bloqués en garantie de cautions bancaires		14		14
SICAV nanties en garantie de cautions bancaires		311		294
Comptes bancaires	4 300		4 907	
SICAV gagées	35		33	
Trésorerie et équivalent trésorerie	4 335		4 940	
Disponibilités bloquées à long terme		325		308

NOTE 10 : Capitaux propres

Au 31 décembre 2015, le capital de Dalet est représenté par 3.593.680 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 2 euros, soit un capital social de 7.187.360 euros.

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		en début d'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	en fin d'exercice
titres à vote simple	2,0	2 501 208	-112 569		2 388 639
titres à vote double	2,0	1 062 424	101 090		1 163 514
titres auto détenus	2,0	30 048	11 479		41 527
Total		3 593 680	0	0	3 593 680

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Il n'existe pas de plan d'attribution de stock-options en cours de validité.

- **Attribution d'actions gratuites**

Plan d'attribution gratuite d'actions en cours

Assemblée générale mixte du 28 juin 2011 :

L'assemblée générale mixte du 28 juin 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 %

du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 22 mai 2012

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 28 juin 2011, le Conseil d'administration en date du 22 mai 2012 a décidé les attributions d'actions gratuites suivantes :

- au profit des dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 55.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.
- au profit des salariés non dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 89.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

En date du 23 mai 2014, le président a constaté la réalisation intégrale des conditions d'objectif et a procédé à l'attribution de 44.000 actions gratuites aux dirigeants et 66.000 actions gratuites aux salariés du Groupe. L'attribution des 34.000 actions revenant aux salariés et au dirigeant de la filiale Nord-Américaine DDMS USA Inc. a été repoussée au 23 mai 2016.

Assemblée générale mixte du 30 juin 2014 :

Conseil d'administration du 9 avril 2015

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2014, le Conseil d'Administration en date du 9 avril 2015, a décidé l'attribution de trois mille (3.000) actions de préférence de catégorie B pouvant donner lieu à l'attribution maximale de 300.000 actions ordinaires de catégorie A en fonction d'objectifs de cours du titre.

Le capital potentiel au 31 décembre 2015 se résume de la façon suivante :

Capital potentiel	31 dec. 2015
Nombre d'actions ordinaires	3 593 680
Actions gratuites en attente d'attribution	34 000
Actions gratuites potentielles en attente d'attribution	300 000
Actions auto détenues au 31 dec 2015	41 527
Total à créer	292 473
Total potentiel	3 886 153

Etant donné le total des actions potentielles à créer, la dilution totale maximale au 31 décembre 2015 (rapport du nombre de titres pouvant être créés sur le nombre de titres composant le capital) est de 8 %.

Synthèse des attributions gratuites d'actions

Le tableau ci-dessous résume l'historique des différents plans d'attribution au bénéfice des salariés et des administrateurs :

Actions de catégorie A

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2015
18 juillet 2006	30 juin 2006	10 000	5,95	59 500	2008	10 000
11 sept. 2007	30 juin 2006	26 560	5,95	158 032	2009	26 200
23 février 2009	26 juin 2008	9 800	1,95	19 110	2011	9 800
31 août 2010	24 juin 2010	64 000	3,90	249 600	2012	63 358
26 avril 2011	24 juin 2010	58 000	4,41	255 780	2013	57.572
22 mai 2012	26 juin 2011	110 000	3,64	400 400	2014	110.000
22 mai 2012	26 juin 2011	34 000	3,64	123 760	2016	34.000

Actions de catégorie B

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2015
9 avril 2015	30 juin 2014	3 000	néant	386 880	2020	néant

Plus particulièrement concernant les administrateurs, trois plans d'attribution gratuite d'action de catégorie A sont en cours :

Date du conseil d'administration (attribution)	Nombre total d'actions attribuées	actions attribuées avec clause de performance	actions attribuées ou pour lesquelles les conditions de performance sont remplies au 31 déc. 2015
31 août 2010	64 000	64 000	63 358
26 avril 2011	58 000	26 000	57 572
22 mai 2012	44 000	44 000	44 000

- **Actions propres**

Au 31 décembre 2015, la société détient 41.527 actions propres.

Nombre de titres composant le capital au 1 ^{er} janvier 2015 :	3 593 680
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2014	30 048
Titres achetés dans l'exercice :	11 479
Titres vendus dans l'exercice :	néant
Titres émis au cours de l'exercice :	néant
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	néant
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2015 :	41 527
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2015 :	3 593 680

NOTE 11 : Dettes financières à long terme

Les dettes financières à long terme de 4.860 milliers d'euros sont constituées de divers emprunts bancaires pour leur part à plus d'un an d'échéance.

Les emprunts bancaires pour leurs parts « court terme » et « long terme » se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15			31-déc.-14		
	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Emprunt finançant l'acquisition d'AmberFin	453	2 522	2 975	283	2 975	3 258
Emprunt : Développement Participatif (1)	205	317	522	201	522	723
Emprunt finançant l'acquisition de Gruppo TNT				145		145
Emprunts souscrits par Dalet Italia	292	158	450	121	200	321
Emprunts divers	185	727	913	163	359	522
Total	1 136	3 724	4 860	913	4 056	4 969

(1) Contrat de prêt participatif BPI mis en place conjointement avec une banque partenaire.

NOTE 12 : Provisions à long terme

(en milliers d'euros)	31-déc.-14	Augmentation	Diminution	Autres	Ecart de conversion	31-déc.-15
Provisions à long terme	878	65	-83	-307	1	554
dont provisions :						
Engagements de retraite	843	57	-83	-307		509
TVA sur créances irrécouvrables	9	1				10
Autres risques	26	7			1	34

Les provisions à long terme sont constituées principalement des engagements de retraite comptabilisés conformément à la norme « IAS 19 : avantages du personnel » pour 509 milliers d'euros sur la maison mère située en France.

Engagements de retraite :

(en milliers d'euros)	31-déc-15	31-déc-14
Indemnités de fin de carrière	509	843
Taux d'actualisation	2,03 %	1,49 %
Effectif concerné	44 personnes	41 personnes
Age moyen	38 ans	40 ans

Le taux retenu est le taux IBOX AA 10.

Les montants comptabilisés se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-15	31-déc-14
Coût des services rendus de l'exercice	46	78
Coût Financier	10	13
Total	57	91

Les montants reconnus au bilan ont évolué comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc-15	31-déc-14
Montant provisionné en début de période	843	540
Ecart actuariels	-308	212
Coût sur la période	57	91
Cotisations / Prestations versées ou annulées	-83	0
Montant provisionné en fin de période	509	843

NOTE 13 : Provisions à court terme

L'évolution des provisions à court terme au cours de l'exercice s'explique ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-14	Augmentation	Diminution	31-déc.-15
Provisions à court terme	185		-185	
dont provisions :				
Prestations à fournir	60		-60	
Pénalités sur contrat	125		-125	

Les augmentations ou diminutions des provisions inscrites au bilan sont comptabilisées au compte de résultat en diminution ou augmentation des comptes de charges correspondants quand la nature de la provision permet de la rattacher directement à un compte de charge.

NOTE 14 : Dettes financières à court terme

Les dettes financières à court terme s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Concours bancaires	18	411
Emprunts bancaires	1 136	913
Factor	139	
Total	1 292	1 324

NOTE 15 : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Dettes sociales	3 698	3 248
Dettes fiscales	365	352
Total	4 063	3 600

NOTE 16 : Autres créditeurs

Les autres créditeurs se répartissent ainsi

(en milliers d'euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Produits constatés d'avance	5 960	6 891
Avances reçues sur commandes	453	568
Dette sur acquisition		257
Divers	0	0
Total	6 413	7 716

6.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

NOTE 17 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par nature s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2015		2014	
Ventes de licences	13 397	28%	13 426	32%
Prestations de services	9 168	19%	10 272	24%
Ventes de matériel et services associés	9 977	21%	7 833	19%
Support	14 921	31%	10 581	25%
Total	47 463	100%	42 112	100%

L'impact de l'avancement sur le chiffre d'affaires est le suivant :

(en milliers d'euros)	2015	2014
Avancement mesuré sur projets	771	326

NOTE 18 : Achats et autres charges externes

Les achats et autres charges externes se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	2015	2014
Achats consommés	6 828	4 833
Prestations liées aux achats consommés	1 488	1 669
Autres achats	466	367
Sous-traitance	2 444	2 392
Entretien et réparations	327	315
Locations et charges locatives	1 375	1 096
Personnel extérieur	366	311
Commissions sur ventes	812	642
Honoraires et intermédiaires	1 380	1 845
Déplacements missions réception	3 847	3 743
Publicité	720	923
Assurances	174	197
Frais postaux et télécommunications	527	490
Divers charges externes	163	225
Total	20 917	19 048

NOTE 19 : Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	2015	2014
Immobilisations incorporelles	3 227	2 309
<i>logiciels externes</i>	49	40
<i>frais de développement et logiciels</i>	3 177	2 269
Immobilisations corporelles	393	371
Total	3 620	2 680

NOTE 20 : Dotations aux provisions nettes des reprises

Les dotations et les reprises s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	2015	2014
Risque clients et autres	177	-84
<i>Dotations</i>	-8	-185
<i>Reprises</i>	185	101
Dépréciations clients	-239	150
<i>Dotations</i>	-424	-158
<i>Reprises</i>	185	308
Total	-62	66

NOTE 21 : Autres produits et charges

Les autres produits et charges s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	2015	2014
Cessions d'immobilisations		
produits de cession	178	126
valeur nette comptable	-176	-109
Produits sur exercices antérieurs	26	99
Charges sur exercices antérieurs	-13	-31
Autres produits	4	1
Autres charges	-187	-25
Total	-168	61

NOTE 22 : Coût de l'endettement financier brut

Le coût de l'endettement financier brut est constitué pour l'intégralité de frais financiers.

(en milliers d'euros)	2015	2014
Intérêts Emprunts	152	132
Intérêts Factor	11	5
Autres frais financiers	10	10
Total	173	147

NOTE 23 : Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers relèvent principalement de pertes et gains de change.

(en milliers d'euros)	2015	2014
Perte de change	-727	-282
Gain de change	557	436
Autres produits et charges	-12	-10
Total	-182	144

NOTE 24 : Impôt sur les résultats

L'impôt sur les résultats constaté au compte de résultat se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	2015	2014
Produit (Charge) d'impôt exigible	-193	-141
CVAE	-99	
Impôts différés sur frais de développement	-26	19
Impact de l'activation des déficits fiscaux		
Autres impôts différés	-21	-3
Total	-339	-125

La CVAE était comptabilisée dans les « Impôts et Taxes » en 2014.

Les impôts différés actifs et passifs figurant au bilan consolidé se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15	31-déc.-14
Impôts différés actif		
Déficits imputables sur déficits fiscaux futurs	352	315
Autres différences temporaires	63	84
Total	415	399
Impôts différés passif		
Activation des frais de développement	511	413
Incorporels AmberFin	369	415
Total	880	828

L'impôt différé passif est lié à l'activation des frais de développement d'une part, et à l'enregistrement à l'actif de la marque et des logiciels évalués dans l'acquisition d'AmberFin d'autre part. Il se calcule au taux en vigueur dans la filiale où sont constatés ces actifs incorporels, sur la base des montants activés nets des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice.

NOTE 25 : Déficits fiscaux

Les déficits fiscaux des principales filiales du groupe se décomposent comme suit :

(milliers d'euros)	Total	Dalet	DDMS USA Inc	AmberFin Ltd
TOTAL au 31 dec 2015	50 543	31 835	1 647	17 061
Reportables jusqu'au 31 décembre 2025	49 842	31 835	946	17 061
Reportables jusqu'au 31 décembre 2026	49 597	31 835	701	17 061
Reportables au-delà et sans limite	48 896	31 835		17 061

Les déficits fiscaux de DDMS USA Inc. ont été partiellement activés, ceux de Dalet ainsi que ceux d'AmberFin ne l'ont pas été compte tenu du degré d'incertitude existant sur la réalisation des résultats futurs.

6.5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 26 : Information sectorielle

- Information sectorielle par secteurs d'activité

Les activités du groupe s'analysent en 2014 sur quatre marchés. Le suivi des projets d'intégration devenus marginaux en 2015 ayant été abandonné dans le reporting interne du Groupe, les secteurs d'activité sont donc les suivants :

- Les applications de « media asset management »
- Les applications destinées au Sport
- Les solutions de salles de rédaction (news)
- Les solutions audionumériques pour radio

Résultat opérationnel courant :

(en milliers d'euros)	MAM		Sport		News		Radio		Intégration		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Chiffre d'affaires	18 051	18 490	2 213	2 853	22 419	12 119	4 780	7 660	0	990	47 463	42 112
Charges Opérationnelles	-18 163	-18 329	-2 409	-2 880	-22 028	-12 806	-4 577	-6 454		-1 358	-47 178	-41 828
Résultat opérationnel courant	-111	161	-196	-27	392	-687	203	1 206	0	-367	285	284

Répartition des actifs sectoriels :

(en milliers d'euros)	MAM		Sport		News		Radio		Intégration		Non affecté		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Actifs sectoriels	12 789	15 140	3 357	3 867	8 122	4 277	2 306	2 996	0	337	9 728	10 499	36 302	37 117
dont clients	5 487	7 168	687	1 142	6 801	3 373	1 508	2 219	0	337		0	14 483	14 239
dont immobilisations incorporelles	3 037	3 571	722	777	1 321	905	798	777	0	0	80	74	5 959	6 104

Les frais de développement identifiés parmi les actifs sectoriels et les dotations d'amortissement comprises dans les charges opérationnelles ont été alloués aux différents secteurs selon les mêmes règles.

- Information par zone géographique

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	2015	%	2014	%
Europe	22 538	47%	22 810	54%
<i>dont France</i>	3 364		1 766	
<i>dont Italie</i>	9 955		4 866	
Amériques	17 952	38%	13 152	31%
Afrique Moyen-Orient	1 548	3%	1 969	5%
Asie Océanie	5 425	11%	4 180	10%
Total	47 463	100%	42 112	100%

Actifs sectoriels (en milliers d'euros)	2015	2014
Europe	23 886	26 838
Amériques	8 025	7 569
Afrique Moyen-Orient	2 918	2 485
Asie Océanie	1 472	225
Total	36 302	37 117

Accroissement des immobilisations corporelles et incorporelles (en milliers d'euros)	2015	2014
Europe	3 355	4 559
<i>dont changement de périmètre</i>		2 191
Amériques	86	72
Afrique Moyen-Orient	56	296
Asie Océanie	68	10
Total	3 565	4 937

NOTE 27 : Instruments Financiers

Le groupe n'utilise pas d'instrument financier dans le cadre de sa gestion du risque de taux. A ce titre, il n'existe pas de contrepartie des placements de trésorerie.

Par ailleurs, le groupe ne couvre pas le risque de change lié à la conversion en euros des états financiers des sociétés hors zone euro.

Ventilation des instruments financiers par catégorie

La répartition au 31 décembre 2015 est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2015						31/12/2014					
	Actifs disponibles à la vente	Disponibilités bloquées à long terme	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan	Actifs disponibles à la vente	Disponibilités bloquées à long terme	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan
Actifs non courants												
Autres actifs financiers non courants		325	1 366			1 691		308	1 210			1 518
Instruments dérivés non courants												
Actifs courants												
Clients et comptes rattachés			14 483			14 483			14 239			14 239
Instruments dérivés courants												
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	35		4 335			4 370	33		4 940			4 973

NOTE 28 : Gestion des risques financiers liés aux instruments financiers

Risque de crédit

Créances échues non dépréciées :

(en milliers d'euros)	2015	2014
Créances non échues et non dépréciées	10 940	10 270
Créances échues depuis moins de 60 jours	2 319	2 062
Créances échues depuis plus de 60 jours	957	1 721
Créances échues et non dépréciées	3 277	3 783
Montants bruts des créances dépréciées	783	458
Pertes de valeur comptabilisées	517	273
Valeur Nette des créances dépréciées	266	186
Créances clients nettes des pertes de valeurs	14 483	14 239

Les créances clients non dépréciées ne présentent pas de risque justifiant une provision.

Risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2015 d'une trésorerie de 4.335 milliers d'euros contre de 4.940 milliers d'euros au 31 décembre 2014. L'endettement à court terme est stable à 1.292 milliers d'euros contre 1.324 milliers d'euros au 31 décembre 2014. Les dettes financières à long terme baissent légèrement à 3 724 milliers d'euros contre 4 056 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2015 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

La totalité de l'endettement financier n'est pas soumis au versement d'un intérêt. Les actifs financiers sont constitués de placements en produits monétaires offrant peu de volatilité des taux.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
à la baisse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	-3,3%	-1 556	-0,1%	-56
Résultat opérationnel courant	-198,8%	-567	306,0%	873
à la hausse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	3,6%	1 712	0,1%	62
Résultat opérationnel courant	218,7%	624	-336,6%	-960

NOTE 29 : Effectifs

Les effectifs du groupe se décomposent comme suit :

Total personnel équivalent temps plein moyen	2015	2014
Salariés	308	295
VIE (Ubifrance)	16	20
Stagiaires	0	1
Total	324	316

Total personnel équivalent temps plein au 31 décembre	2015	2014
Salariés	321	306
VIE (Ubifrance)	16	18
Stagiaires	0	1
Total	337	325

NOTE 30 : Engagements hors bilan

Nous n'avons pas connaissance d'engagements hors bilan significatifs en dehors de ceux présentés ci-dessous :

1/ Engagement hors bilan liés au périmètre du groupe consolidé : néant

2/ Engagement hors bilan liés au financement de la société.

Engagements donnés :

Les contrats de prêt souscrits pour le financement des acquisitions de Dalet Italia et AmberFin ont fait l'objet de prises de garanties de la part des banques prêteuses sous la forme d'un nantissement du fonds de commerce de Dalet à hauteur de 2.240 milliers d'euros.

3/ Engagement hors bilan liés aux opérations

Engagements donnés

Au 31 décembre 2015, les cautions bancaires émises dans le cadre des opérations du groupe représentent 497 milliers d'euros.

Date d'échéance	Montant des garanties
<ul style="list-style-type: none">Moins d'un anPlus d'un an	<ul style="list-style-type: none">240 milliers d'euros257 milliers d'euros

Engagements reçus

Néant.

NOTE 31 : Relations avec les parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées directement ou indirectement au Groupe, ainsi que les entités qui y détiennent directement ou indirectement une participation.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément à la norme IAS 24 sans mettre en évidence d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2014.

La liste des sociétés consolidées du Groupe Dalet est présentée dans la note 6.2.1 « Périmètre de consolidation ». Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Rémunérations des dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux incluant les avantages en nature ainsi que les charges comptabilisées au titre de paiements fondés sur des actions (IFRS 2) se décomposent ainsi :

Rémunération des dirigeants (en milliers d'euros)		2014	2015
David LASRY - PDG	Rémunération	198	228
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	8	27
	S/Total	206	255
Stéphane GUEZ - DGD administrateur	Rémunération	192	234
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	8	11
	S/Total	200	245
Salomon ELHADAD - administrateur	Rémunération	247	250
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	8	11
	S/Total	255	261
Michael ELHADAD - administrateur	Rémunération	245	248
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	8	11
	S/Total	253	259
Windcrest Partner - administrateur	Rémunération		
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)		
	S/Total	néant	néant
Anna Mae Sokusky - administrateur	Rémunération	9	7
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)		
	S/Total	9	7
Stéphane SCHLAYEN - DGD non administrateur	Rémunération	212	200
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	8	27
	S/Total	220	227
	Rémunération	1 103	1 167
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	40	87
	TOTAL	1 143	1 254

Autre

Néant.

NOTE 32 : Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Thierry YOUNES			
		2014		2015		2014		2015	
		KE	%	KE	%	KE	%	KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	61.0	74%	61.0	74%	44.0	100 %	44.0	100 %
	Filiales intégrées globalement	21.6	26%	21.6	26%	néant	-	néant	-
Missions accessoires	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	néant	-	néant	100 %
<i>Sous total</i>		<i>82.6</i>	<i>100%</i>	<i>82.6</i>	<i>100%</i>	<i>44.0</i>	<i>100%</i>	<i>44.0</i>	<i>100%</i>
Autres prestations le cas échéant	Emetteur	néant	-	néant	-	20,0	100%	néant	-
	Filiales intégrées globalement	27.1	100%	24.6	100%	néant	-	néant	-
<i>Sous total</i>		<i>27.1</i>	<i>100%</i>	<i>24.6</i>	<i>100%</i>	<i>20.0</i>	<i>100%</i>	<i>néant</i>	<i>-</i>
Total		109.7	100 %	107.2	100 %	64.0	100 %	44.0	100 %

NOTE 33 : Compte de résultat pro forma

Le compte de résultat consolidé du groupe 2014 est présenté ci-dessous aux fins de comparaison avec 2015 :

- Réel avec acquisition : il s'agit pour rappel du compte de résultat consolidé de l'année 2014
- Pro Forma : le compte d'exploitation a été obtenu en ajoutant au compte de résultat consolidé 2014 l'activité d' AmberFin du début de l'exercice à la date d'acquisition.

Compte de Resultat Consolidé (en milliers d'euros)	Compte de résultat consolidé 2015	Compte de résultat consolidé 2014	
		Réel avec acquisition	Pro Forma
Chiffre d'affaires	47 463	42 112	43 055
Achats et autres charges externes	-20 917	-19 048	-19 724
Charges de personnel	-22 211	-19 757	-20 737
Impôts et taxes	-200	-470	-470
Dotations amortissements	-3 620	-2 680	-2 673
Dotations provisions nettes des reprises	-62	66	66
Autres produits et charges	-168	61	61
Résultat Opérationnel Courant	285	284	-422
Autres produits et charges opérationnels	-411		
Résultat Opérationnel	-126	284	-422
Produits de trésorerie	19	4	4
Coût de l'endettement financier brut	-173	-147	-147
Coût de l'endettement financier net	-153	-143	-143
Autres produits et charges financiers	-182	144	130
Résultat courant avant impôt	-461	285	-435
Impôts sur les résultats	-339	-125	-125
RESULTAT NET ENSEMBLE CONSOLIDE	-800	160	-560
Dont part du groupe	-800	160	-560
Dont part des minoritaires			

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill, selon les modalités décrites dans les notes 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation – goodwill » et 6.3 « Notes sur le bilan – goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées établies sous le contrôle de la Direction du Groupe, et nous avons vérifié que les notes 6.2.1 et 6.3 de l'annexe donnent une information appropriée.
- La note 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation – frais de développement » de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais, ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note 6.2.1 de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 21 avril 2016

Les commissaires aux comptes

Thierry YOUNES

Deloitte & Associés

Laurent HALFON

RAPPORT DE GESTION

Chers Actionnaires,

Nous vous avons conviés, conformément à la loi et aux Statuts de notre Société, pour vous donner connaissance du rapport que nous avons établi sur la marche des affaires de notre Société pendant l'exercice social clos le 31 décembre 2015.

En application de l'article L233-16 du Code de Commerce, nous avons établi les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2015.

Nous avons l'honneur de soumettre ce rapport à votre appréciation en même temps que le bilan, le compte de résultat, l'annexe et les comptes consolidés établis au 31 décembre 2015. Nous vous rappelons que, conformément aux prescriptions légales, tous ces documents ont été mis à votre disposition, au siège social, pendant les quinze jours précédant l'assemblée en même temps que les rapports des Commissaires aux Comptes.

Nous vous demandons de nous en donner acte.

1. Rapport sur la gestion du groupe

Le périmètre de consolidation de la Société comprend les sociétés suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Royaume-Uni
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Dalet Italia S.R.L.	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie
Dalet Media Systems LLC	Intégration Globale	100%	100%	Russie
AmberFin Ltd	Intégration Globale	100%	100%	Royaume-Uni

1.1 *Faits marquants de l'exercice*

Néant

1.2 *Événements postérieurs à la clôture :*

Néant.

1.3 Activités et résultats du groupe – évolution prévisible

1.3.1 Résultats du Groupe

L'activité du groupe Dalet sur les deux derniers exercices peut être résumée ainsi :

(EN MILLIERS D'EUROS)	2015	2014
Chiffre d'affaires	47.463	42.112
Résultat Opérationnel Courant	285	284
Résultat Opérationnel	-125	284
Résultat courant avant impôt	-461	285
Résultat net consolidé	-800	160
Résultat net part du groupe	-800	160

Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du groupe

Sur l'ensemble de l'exercice 2015, le chiffre d'affaires consolidé de Dalet ressort à 47.463 milliers d'euros contre 42.112 milliers d'euros en 2014 soit une progression de 12,7 %.

L'évolution des principaux postes de charges est la suivante :

- Les achats et autres charges externes s'élèvent à 20.917 milliers d'euros en 2015 contre 19.048 milliers d'euros en 2014.
- Les charges de personnel passent de 19.757 milliers d'euros en 2014 à 22.211 milliers d'euros en 2015, en augmentation de 12,4 %.
- Les dotations aux amortissements passent de 2.680 milliers d'euros en 2014 à 3.620 milliers d'euros en 2015.
- Les impôts s'élèvent en 2015 à 339 milliers d'euros contre 125 milliers d'euros en 2014.

Il en ressort un résultat opérationnel courant positif de 285 milliers d'euros identique à l'année précédente.

Les éléments non courants représentant une charge de 411 milliers d'euro correspondant à la comptabilisation d'une perte de valeur d'un actif incorporel, le résultat opérationnel s'établit à -125 milliers d'euros.

Compte tenu d'un résultat financier de -335 milliers d'euros, le résultat courant avant impôts ressort en perte de 461 milliers d'euros.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 339 milliers d'euros, la perte part du groupe s'établit en 2015 à 800 milliers d'euros contre un bénéfice de 160 milliers d'euros en 2014.

Par ailleurs, le groupe a activé ses frais de développement en conformité avec la norme IAS 38. L'actif incorporel net figurant au bilan 2015 et correspondant aux frais de développement est de 4.033 milliers d'euros à comparer à 3.957 milliers d'euros l'année précédente.

Les actifs incorporels figurant au Bilan au 31 décembre 2015 en valeur nette se décomposent ainsi :

R&D :	4.033	milliers d'euros
Marque :	335	milliers d'euros
Logiciels :	1.510	milliers d'euros
Divers :	80	milliers d'euros
Total :	5.959	milliers d'euros

Activité commerciale

L'activité du Groupe se décline sur 4 secteurs :

- les applications de MAM pour les diffuseurs et autres opérateurs recherchant des solutions de gestion de contenu media,
- les solutions audionumériques pour la Radio,
- les applications dédiées au marché du Sport
- les solutions pour la Télé, orientées vers la production de « News »

Les projets d'intégration dont on rappelle qu'ils ne concernent que la filiale Italienne du Groupe ont été écartés compte tenu de leur importance marginale.

Le chiffre d'affaire sur les secteurs ainsi définis se présente ainsi :

Chiffre d'affaire par secteur d'activité (en milliers d'euros)	2015	%	2014	%
Media Asset Management	18 051	38%	18 490	44%
Sport	2 213	5%	2 853	7%
News	22 419	47%	12 119	29%
Radio	4 780	10%	7 660	18%
Integration			990	2%
Total	47 464	100%	42 112	100%

Les applications de News sont en 2015 le premier secteur et représentent 47 % du chiffre d'affaire du groupe, en forte progression par rapport à 2014.

Viennent ensuite les applications de MAM qui représentent 38 % du chiffre d'affaires réalisé en 2015.

La radio représente 10 % du chiffre d'affaires.

Les ventes d'applications destinées au Sport sont à 5 % du chiffre d'affaires.

Enfin, les ventes en « Intégration », négligeables, ont été sorties de l'analyse sectorielle en 2015.

Sur le plan géographique, la décomposition est la suivante :

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	2015	%	2014	%
Europe	22 538	47%	22 810	54%
<i>dont France</i>	3 364		1 766	
<i>dont Italie</i>	9 955		4 866	
Amériques	17 952	38%	13 152	31%
Afrique Moyen-Orient	1 548	3%	1 969	5%
Asie Océanie	5 425	11%	4 180	10%
Total	47 463	100%	42 112	100%

Par nature, la décomposition est la suivante :

(en milliers d'euros)	2015		2014	
Ventes de Licences	13 397	28 %	13 424	34 %
Prestations de services	9 168	19 %	10 273	25 %
Ventes de Matériel	9 977	21 %	7 833	20 %
Support	14 921	31 %	10 582	21 %
Total	47 463	100 %	42 112	100 %

Endettement

L'évolution de l'endettement peut se traduire dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)		31/12/2015	31/12/2014
Liquidités			
A Trésorerie	1	4 300	4 907
B Placements			
C Valeurs mobilières de placement	2	35	33
D Total A + B + C		4 335	4 940
E Actifs financiers courants			
Dettes court terme			
F Dette bancaire court terme (concours bancaires)		18	411
G Part court terme des emprunts obligataires			
H Autres dettes court terme	3	1 274	913
I Total F + G + H		1 292	1 324
J Endettement financier court terme : I - D - E		-3 043	-3 616
Dettes long terme			
K Dette bancaire long terme		3 724	4 056
L Part long terme des emprunts obligataires			
M Autres dettes long terme	4	0	0
N Total K + L + M		3 724	4 056
O Actifs Financiers non courants	5	683	681
P Endettement financier net long terme : N - O		3 041	3 375
Q Endettement financier net J + P		-2	-241

1 : Disponibilités dont tirage sur ligne d'affacturage
2 : SICAV et FCP monétaires et FCP garantis à moins d'un an
3 : Tirage sur factor, dettes crédit-bail à moins d'un an
4 : Part à plus d'un an des dettes crédit-bail
5 : Fonds de garantie des contrats d'affacturage, cash bloqué et dépôt de garantie divers

Les ressources financières à court terme (endettement financier négatif) diminuent de 573 milliers d'euros en 2015 sous l'effet de la baisse de la trésorerie, les dettes à court restant relativement stables.

L'endettement financier net à long terme quant à lui diminue de 334 milliers d'euros.

Au global, l'endettement financier net augmente de 239 milliers d'euros.

Activité en matière de recherche et développement (R&D)

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année représentent 2.893 milliers d'euros. La dotation aux amortissements de l'exercice

correspondant est de 2.818 milliers d'euros, créant un impact positif de 75 milliers d'euros sur le résultat opérationnel courant et un impact négatif de 22 milliers d'euros sur le résultat net compte tenu des impôts différés.

L'actif net immobilisé s'élève à 4.033 milliers d'euros.

Filiales et participations

Vous trouverez ci-après un tableau résumant la situation des filiales :

- Le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.
- Dalet S.A. a perçu un dividende de 400.000 AUD de la part de Dalet Australia Pty Ltd

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA.H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 €=
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(3.780) KUSD	100.00%	5 768	5 768	-	-	-	17 591	291	1.10950 USD
Dalet Limited	5 KGBP	122 KGBP	100.00%	8	8	-	-	-	883	46	0.72584 USD
AmberFin Ltd	3.849 KGBP	(5.068) KGBP	100.00%	4 649	4 243	2 073	2 073	-	3 345	100	0.72584 USD
Dalet Sistemas Espana	60 KE	122 KE	99.98%	60	60	-	-	-	361	14	
Gefen	50 KILS	15.864 KILS	99.90%	10	10	-	-	-	10 902	358	4.31220 USD
Dalet GmbH	25 KE	(11) KE	100.00%	3 604	-	65	-	-	110	-96	
Dalet Australia Pty Ltd	-	8 KAUD	100.00%	-	-	-	-	-	997	81	1.47770 USD
Dalet Systems Asia Pte	200 KSGD	(586) KSGD	100.00%	114	-	352	124	-	2 100	23	1.52550 USD
Dalet Italia S.R.L	102 KE	683 KE	100.00%	1 962	1 962	-	-	-	10 241	171	
Dalet Media Systems LLC	1.200 RUB	(2.831) KRUB	100.00%	28	-	-	-	-	140	-5	68.07200 USD
TOTAL				16 203	12 051	2 490	2 197			983	

Note : le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Note : Dalet S.A. a perçu 400 000 AUD soit 285 918 € de dividende de la part de sa filiale Dalet Australia Pty Ltd.

Activité des principales sociétés :

(en milliers)	2015		2014	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Digital Média Systems Inc.				
Chiffre d'affaires	19 517	17 591	16 917	12 734
Résultat Net	323	291	210	158
Gefen				
Chiffre d'affaires	47 010	10 902	46 984	9 902
Résultat Net	1 542	358	1 922	405
Dalet Italia Srl				
Chiffre d'affaires		10 241		5 346
Résultat Net		171		-64
AmberFin Ltd				
Chiffre d'affaires	2 428	3 345	2 301	2 854
Résultat Net	72,7	100	-258	-320

Petites filiales exerçant une représentation commerciale et technique :

Ces petites filiales fonctionnent toutes selon un schéma de financement « cost plus » vis-à-vis de la société mère ou d'un volume de facturation hors groupe limité.

(en milliers)	2015		2014	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Australia Pty Ltd (Australie)				
Chiffre d'affaires	1 474	997	929	631
Résultat Net	119	81	46	31
Dalet Systems Asia Pte (Singapour)				
Chiffre d'affaires	3 204	2 100	1 729	1 028
Résultat Net	34	23	93	55
Dalet Limited (Angleterre)				
Chiffre d'affaires	641	883	522	648
Résultat Net	34	46	12	15
Dalet GmbH (Allemagne)				
Chiffre d'affaires		110		449
Résultat Net		-96		36
Dalet Sistemas España (Espagne)				
Chiffre d'affaires		361		301
Résultat Net		14		11
Dalet Media Systems LLC (Russie)				
Chiffre d'affaires	9 556	140	17 135	336
Résultat Net	-344	-5	-1 544	-30

1.3.2 Perspectives d'avenir du Groupe

Sur l'année 2015, l'activité de Dalet a été tirée par les premiers grands déploiements de sa nouvelle plateforme Galaxy dans le marché du Media Asset Management, souvent couplée avec les outils de transcodage AmberFin (acquisition en Avril 2014). Galaxy dispose d'une grande richesse fonctionnelle pour le traitement, la production et l'indexation multimédia, et d'une capacité inégalée de modélisation des workflows les plus complexes de l'industrie des médias. Des diffuseurs parmi les plus grands au monde, comme Mediaset, Fox ou France Télévision, ont confié à nouveau à Dalet des projets de grande envergure, dans les domaines du MAM, du Sport, et des News. Dalet a également investi de manière significative pour développer sa présence en Asie-Pacifique, avec à la clé des contrats importants en Australie, et sa première percée au Japon.

En 2016, Dalet table sur une poursuite de son développement, les trois régions Europe, Amériques et Asie-Pacifique devant connaître des activités soutenues.

Les premiers grands déploiements de Dalet Galaxy dans le domaine des salles de rédaction (News) sont prévus début 2016. Galaxy continue de s'enrichir de fonctionnalités permettant d'adresser les réseaux sociaux et la diffusion online.

Le développement du revenu récurrent lié aux activités de support et maintenance, et la vente de la gamme de produit « sur étagère » (transcodage AmberFin, serveurs vidéo Dalet Brio) devraient contribuer à l'amélioration des marges.

1.3.3 Risques stratégiques

Risques liés aux évolutions technologiques

Le Groupe évolue dans un environnement où les évolutions technologiques sont rapides et génèrent de nouveaux besoins. Le développement des activités du Groupe dépend donc en grande partie de sa capacité à anticiper ces évolutions technologiques en maintenant un effort de Recherche & Développement important.

Risque de dépendance à l'égard de la conjoncture économique

Bien qu'une part significative de l'activité soit liée à des contrats de maintenance récurrents, le Groupe n'est pas à l'abri d'une baisse d'activité soudaine, affectant ainsi son activité, son résultat d'exploitation et sa situation financière.

1.3.4 Risques juridiques

La société n'a aucun procès en cours dans lequel elle serait en position défensive.

À la connaissance du Groupe, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir ou d'avoir eu dans un passé récent une importance significative sur le patrimoine, la situation financière, l'activité ou les résultats du Groupe qui n'ait fait l'objet d'une provision.

Le Groupe s'appuie sur des droits de propriété intellectuelle qui sont le support de son savoir-faire technologique et de son identité commerciale. Il est donc important pour le Groupe d'assurer une protection efficace de ces droits dans les pays dans lesquels il intervient.

Ainsi, les principales marques du Groupe, Dalet et AmberFin, sont déposées en France et dans une dizaine de pays européens, inscrites au registre international pour l'Union Européenne, et enregistrées comme des US Trademark aux Etats Unis.

Le Groupe a un certain nombre de brevets pour des inventions techniques, et dépose des demandes pour de nouvelles inventions, l'objectif principal de cette politique en matière de brevets est de lui permettre de mieux défendre sa propriété intellectuelle.

Enfin, les codes sources des différents programmes sont déposés périodiquement au nom de Dalet auprès de LOGITAS (www.logitas.com).

Dans ses relations avec ses clients et avec ses collaborateurs, la politique de Dalet est de contrôler par des clauses contractuelles l'accès à sa propriété intellectuelle ainsi que sa diffusion.

Toutefois, Dalet ne peut garantir que les dispositions mises en place en vue de protéger ses droits de propriété intellectuelle empêcheront le détournement ou l'utilisation illicite de son savoir-faire par des tiers, ou que ses concurrents ne développeront des technologies similaires aux siennes.

Dalet n'exploite pas de brevets appartenant à des tiers.

1.3.5 Risque de crédit ou de contrepartie

Dalet n'est pas en situation de risque particulier vis-à-vis de ses plus gros clients qui sont des grands noms des médias privés ou publics.

Le risque majeur identifié au 31 décembre 2015 concerne un client pour lequel une dépréciation de 239 milliers d'euros a été comptabilisée.

La somme totale du poste client hors dépréciations au 31 décembre 2015 était de 15.000 milliers d'euros contre 14.512 milliers d'euros l'année précédente. Les risques clients sont provisionnés à hauteur de 517 milliers d'euros, soit 3,45 % des créances clients brutes contre des provisions de 273 milliers d'euros au 31 décembre 2014, soit 1,88 % des créances.

1.3.6 Risques opérationnels

1.3.6.1 Risques liés aux fournisseurs

Dalet ne discerne dans ses relations avec ses fournisseurs aucune situation de dépendance pouvant provoquer un risque particulier.

1.3.6.2 Risques liés aux gros clients

La concentration du Chiffre d'affaires sur des gros clients est comparable à celle constatée en 2014, en dehors du plus gros compte qui représente 16 % du chiffre d'affaires 2015 à travers deux entités.

	le plus gros	5 plus gros	10 plus gros
2015	16 %	27 %	38 %
2014	8 %	21 %	32 %

1.3.7 Le risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2015 d'une trésorerie de 4.335 milliers d'euros contre 4.940 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Les ressources financières à court terme (endettement financier négatif) diminuent de 573 milliers d'euros en 2015 sous l'effet de la baisse de la trésorerie, les dettes à court restant relativement stables. Comme en 2014, la trésorerie au 31 décembre 2015 couvre les dettes financières totales.

Au global, le rapport des dettes financières rapportées aux capitaux propres (gearing) reste stable à 33 % contre 37 % en 2014, soit un niveau modéré.

Toutefois, si une évolution défavorable rendait l'apport de capitaux supplémentaires nécessaire, l'obtention de ces ressources financières additionnelles pourrait se révéler difficile.

1.3.8 Risques de marché

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2015 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
à la baisse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	-3,3%	-1 556	-0,1%	-56
Résultat opérationnel courant	-198,8%	-567	306,0%	873
à la hausse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	3,6%	1 712	0,1%	62
Résultat opérationnel courant	218,7%	624	-336,6%	-960

1.4 Assurances et couverture des risques

Les principales polices du Groupe couvrent la responsabilité civile et les risques. Concernant la responsabilité civile professionnelle, la garantie a été portée en 2015 à 7.500.000 euros par an et par sinistre sans limitation de zone géographique contre 4.500.000 auparavant.

Les différentes implantations du groupe sont couvertes par des polices multirisques n'appelant pas de commentaire particulier.

Par ailleurs, compte tenu de ses spécificités, Dalet n'a pas jugé utile de se couvrir en perte d'exploitation.

1.5 Approbation des comptes consolidés

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes, de bien vouloir approuver les comptes consolidés tels qu'ils vous sont présentés.

2. Rapport de gestion sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé

2.1. Faits marquants de l'exercice

Se référer au paragraphe 1.1 du rapport sur la gestion du groupe.

2.2. Activité et résultats sociaux de l'exercice écoulé

Le chiffre d'affaires hors taxes de cet exercice social s'élève à 23.848.249 euros contre 25.615.095 euros au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu d'une production immobilisée de 2.893.429 euros, de subventions d'exploitations pour 74.417 euros, de reprises sur provisions de 308.625 euros, de transferts de charges et autres produits d'exploitation pour un montant de 106.377 euros, le total des produits d'exploitation s'élève à 27.231.097 euros contre 28.104.143 euros en 2014.

Les charges d'exploitation se sont élevées pour leur part à 28.445.508 euros contre 28.753.053 euros l'année précédente.

Les différents postes sont les suivants :

- Achat de marchandises et variations de stocks 1.419.995 euros
- Autres charges externes : 18.775.192 euros
- Impôts, taxes et versements assimilés :237.045 euros
- Charges de personnel : 4.541.687 euros
- Dotations aux amortissements et provisions :..... 3.066.678 euros
- Autres charges404.911 euros

L'exploitation a ainsi généré une perte de 1.214.411 euros.

Compte tenu de pertes financières de 99.792 euros, d'une perte exceptionnelle de 421.231 euros et d'un produit d'impôt de 629.330 euros, le résultat de l'exercice se traduit par une perte de 1.106.104 euros.

Les valeurs mobilières de placement sont composées 34.000 actions propres valorisées 211.159 euros.

Vous trouverez ci-après en **Annexe 1** le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

2.3. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les frais de développement sont activés dans le respect des critères prévus par le règlement CRC-2004-06.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.4. *Dividendes antérieurs*

Nous vous demanderons de prendre acte, en application des dispositions de l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965 (article 243 bis du Code Général des Impôts) qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

2.5. *Délais de paiements*

Conformément aux termes de l'article L 441-6 -1 alinéa 1 du Code de Commerce, nous vous informons de la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

31-déc.-14		non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours
Groupe		870 832	2 720 000			291 321
France		212 700	44 397	53 667	29 198	17 192
International hors Groupe		139 429	139 684	-10 555		107 863
	Total	1 222 961	2 904 081	43 111	29 198	416 376

31-déc.-15		non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours
Groupe		1 481 396	1 037 123	2 115 636		581 578
France		184 398	123 763	76 257		24 273
International hors Groupe		121 386	53 412	33 645	212 232	181 796
	Total	1 787 180	1 214 299	2 225 538	212 232	787 647

Hors facture en litige et opération intergroupe faisant l'objet de dispositions particulières, les délais de paiements moyens se situent entre 30 et 60 jours.

2.6. *Activité en matière de recherche et de développement*

Dalet SA a activé au cours de l'exercice 2015, les dépenses de développement de ses logiciels, dans la mesure où elles respectent les critères définis par le règlement 2004-06 du CRC. Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année 2015 représentent 2.893.429 euros. La dotation à l'amortissement de l'exercice correspondant est de 2.818.053 euros. L'impact sur le résultat d'exploitation est de 75.376 euros.

2.7. *Dépenses non déductibles fiscalement*

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code Général des Impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses visées aux articles 39-4 et 39-5 du même Code, non déductibles du résultat fiscal.

2.8. *Situation de la société, perspectives d'avenir*

En ce qui concerne la situation de la société et de ses perspectives d'avenir, nous nous référons à la première partie du présent rapport concernant la gestion du groupe.

2.9. Affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice soit : **1.106.104 euros**

au report à nouveau pour**1.106.104 euros**

qui passerait ainsi à**815.763 euros**

2.10. Conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce

Votre conseil d'administration a donné toutes informations utiles aux Commissaires aux comptes afin de leur permettre d'établir leur rapport spécial sur les conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce.

Il vous sera donné lecture de ce rapport.

Les principales conventions sont énumérées et détaillées dans le Rapport Spécial du Conseil à l'assemblée, sur les conventions réglementées, dont il vous sera donné lecture.

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver une à une les opérations visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce décrites dans lesdits rapports.

2.11. Approbation des comptes, Quitus

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver les comptes sociaux tels qu'ils vous sont présentés, de donner quitus à vos administrateurs pour leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

2.12. Rapport sur les comptes annuels

Il vous sera également donné lecture du rapport général de vos Commissaires aux comptes sur la vérification des comptes de l'exercice.

2.13. Informations concernant le capital social

2.13.1. Capital social au 31 décembre 2015

Au 31 décembre 2015, le capital social était de 7.187.360 euros, entièrement libéré, divisé en 3.593.680 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 2,00 euros.

2.13.2. Informations concernant la détention par la société de ses propres actions

La société a procédé au cours de l'exercice à l'achat d'actions propres ISIN FR0011026749 dans le cadre des autorisations en cours.

Nombre de titres composant le capital au 1 ^{er} janvier 2015 :	3 593 680
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2015	30 048
Titres achetés dans l'exercice :	11 479
Titres vendus dans l'exercice :	néant
Titres émis au cours de l'exercice :	néant
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	néant
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2015 :	41 527
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2015 :	3 593 680

A ce jour, la société n'a pas fait usage de produits dérivés, et n'a aucune position ouverte sur des produits dérivés.

2.14. Informations concernant les plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions ainsi que les bons de souscription d'actions en cours

2.14.1. Plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions

Aux termes du plan d'attribution gratuite d'action en date du 22 mai 2012, chacun des mandataires sociaux bénéficiaires dudit plan devra conserver 10 % des actions attribuées au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions.

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2014, le Conseil d'Administration en date du 9 avril 2015, a décidé l'attribution de trois mille (3.000) actions de préférence de catégorie B pouvant donner lieu à l'attribution maximale de 300.000 actions ordinaires de catégorie A en fonction d'objectifs de cours du titre.

2.14.2. Bons de souscription d'actions : néant

2.15. Répartition du capital social et des droits de vote

2.15.1. La répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2015 est la suivante :

Actionnaires	31-déc-14				31-déc-15			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
Dirigeants								
Michaël Elhadad	165 834	4,61%	291 882	6,31%	165 834	4,61%	320 668	6,80%
Salomon Elhadad	58 144	1,62%	70 502	1,52%	153 939	4,28%	198 083	4,20%
David Lasry	165 204	4,60%	289 697	6,26%	165 204	4,60%	289 697	6,14%
Stéphane Guez	154 870	4,31%	309 740	6,70%	154 870	4,31%	309 740	6,57%
Stéphane Schlayen	33 238	0,92%	55 476	1,20%	33 238	0,92%	55 476	1,18%
Investisseurs								
Windcrest Partners Ltd	478 662	13,32%	907 366	19,61%	478 662	13,32%	950 784	20,16%
Hinsdale LCC (*)	129 000	3,59%	145 000	3,13%	129 000	3,59%	145 000	3,07%
Soje Fund LP (*)	609 888	16,97%	660 888	14,29%	609 888	16,97%	660 888	14,01%
Autres titres contrôlés par J. Pinto	121 974	3,39%	121 974	2,64%	100 300	2,79%	100 300	2,13%
Auto détention	30 048	0,84%	-	0,00%	41 527	1,16%	-	0,00%
Divers nominatif	297 430	8,28%	424 143	9,17%	265 935	7,40%	389 748	8,26%
Public	1 349 388	37,55%	1 349 388	29,17%	1 295 283	36,04%	1 295 283	27,47%
Total	3 593 680	100,00%	4 626 056	100,00%	3 593 680	100,00%	4 715 667	100,00%

(*) Les fonds Hinsdale LLC et Soje LP sont gérés par M. John Pinto qui détient un pouvoir général statutaire donné par les actionnaires desdits fonds pour exercer les droits de vote au sein des assemblées des sociétés dont les titres sont détenus en portefeuille

2.15.2. Participation des salariés au capital de la Société

Notre société n'a mis en place aucun plan d'actionnariat au bénéfice des salariés. Les salariés actionnaires de la société ont régulièrement acquis leurs actions sur le marché. Il a toutefois été attribué des actions gratuites au cours de l'exercice à certains salariés. Selon les informations disponibles, les salariés du groupe détenaient 2,2 % du capital au 31 décembre 2015.

2.15.3. Franchissement de seuil

La société n'a pas connaissance d'un franchissement de seuil intervenu au cours de l'exercice.

2.15.4. Informations relatives au capital autorisé mais non émis : point sur l'utilisation des autorisations globale ou individuelles consenties au conseil d'administration:

Conformément à l'article L.225-100 du code de commerce, vous trouverez en **Annexe 2** un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital. Ce tableau fait également apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

2.15.5. Évolution du cours du titre au cours de l'exercice écoulé

Nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice écoulé, le cours unitaire de l'action a oscillé entre 6,20 euros et 4,11 euros :

Mois	Max	Min	Volume mois
janv-15	5,80	5,02	7 643
févr-15	5,15	4,85	34 519
mars-15	5,12	4,40	40 569
avr-15	5,10	4,48	44 963
mai-15	5,49	4,80	27 551
juin-15	5,34	4,78	13 210
juil-15	5,11	4,72	8 707
août-15	5,19	4,71	18 085
sept-15	5,19	4,50	10 197
oct-15	4,96	4,41	12 197
nov-15	4,99	4,51	11 833
déc-15	5,17	4,11	32 786
janv-16	4,98	4,60	9 845
févr-16	5,20	4,53	15 039
mars-16	6,20	5,07	22 223
Période	6,20	4,11	

2.16. Direction Générale / Gouvernement d'entreprise

Le conseil d'administration, dans sa séance du 26 juin 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général. En conséquence, il a maintenu M. David Lasry dans ses fonctions de Président Directeur Général.

2.16.1. Rémunérations attribuées aux mandataires sociaux

Jetons de présence versés en 2015

Des jetons de présence ont été accordés à Anna Mae Sokusky, administrateur indépendant, pour 8.000 USD.

Rémunérations et avantages, de toute nature, attribués aux mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Les rémunérations indiquées sont des rémunérations brutes incluant les avantages en nature. Les rémunérations variables sont attribuées en fonction du respect des objectifs budgétaires du groupe.

Il est précisé que Monsieur Lasry a bénéficié d'un régime d'assurance chômage spécifique aux mandataires sociaux (GSC auprès de GAN Assurances) pour lequel les avantages en nature correspondants lui sont réintégrés.

Nom et Fonctions du dirigeant mandataire social	2014		2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
David LASRY - PDG				
<i>Rémunération fixe</i>	135 000	147 811	142 093	152 965
<i>Rémunération variable</i>	55 688	50 588	53 117	70 217
<i>Eléments exceptionnels</i>				
<i>Jetons de présence</i>		na		na
<i>Avantages en nature</i>	12 811	na	15 806	4 934
TOTAL	203 499	198 399	211 017	228 117
Stéphane GUEZ - DGD administrateur				
<i>Rémunération fixe</i>	138 747	138 747	166 069	166 069
<i>Rémunération variable</i>	54 380	53 435	77 163	68 123
<i>Eléments exceptionnels</i>			0	0
<i>Jetons de présence</i>	0	0	0	0
<i>Avantages en nature</i>	0	0	0	0
TOTAL	193 127	192 182	243 232	234 192
Salomon ELHADAD - administrateur				
<i>Rémunération fixe</i>	146 144	146 144	151 105	151 105
<i>Rémunération variable</i>	60 697	62 928	66 768	66 768
<i>Eléments exceptionnels</i>	0	0	0	0
<i>Jetons de présence</i>	0	0	0	0
<i>Avantages en nature</i>	37 603	37 603	31 757	31 757
TOTAL	244 445	246 675	249 630	249 630
Michael ELHADAD - administrateur				
<i>Rémunération fixe</i>	142 321	142 321	151 017	151 017
<i>Rémunération variable</i>	60 697	62 928	66 768	66 768
<i>Eléments exceptionnels</i>	0	0	0	0
<i>Jetons de présence</i>	0	0	0	0
<i>Avantages en nature</i>	39 779	39 779	30 394	30 296
TOTAL	242 798	245 028	248 180	248 081
Windcrest Partner - administrateur				
<i>Rémunération fixe</i>	néant	néant	néant	néant
<i>Rémunération variable</i>	néant	néant	néant	néant
<i>Eléments exceptionnels</i>				
<i>Jetons de présence</i>	néant	néant	néant	néant
<i>Avantages en nature</i>	néant	néant	néant	néant
TOTAL				
Anna Mae Sokusky - administrateur				
<i>Rémunération fixe</i>	0	0	0	0
<i>Rémunération variable</i>	0	0	0	0
<i>Eléments exceptionnels</i>				
<i>Jetons de présence</i>	6 022	9 033	7 210	7 210
<i>Avantages en nature</i>	0	0	0	0
TOTAL	6 022	9 033	7 210	7 210
Stéphane SCHLAYEN - DGD non administrateur				
<i>Rémunération fixe</i>	140 000	145 148	140 000	140 903
<i>Rémunération variable</i>	59 059	66 498	59 059	58 921
<i>Eléments exceptionnels</i>				
<i>Jetons de présence</i>	na	na	na	na
<i>Avantages en nature</i>	5 148	na	903	na
TOTAL	204 207	211 647	199 962	199 824

Stock-Options

Administrateurs	Options de souscription d'action :		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. David Lasry	Néant	Néant	Néant
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	Néant
M. Salomon Elhadad	Néant	Néant	Néant
M. Michael Elhadad	Néant	Néant	Néant
Mme Anna Mae Sokusky	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

Autres dirigeants	Options de souscription d'action		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	Néant	Néant	Néant

Actions gratuites

Administrateurs	Actions gratuites :		
	accordées pendant l'exercice(1)	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. David Lasry	570	Néant	42.679
M. Stéphane Guez	570	Néant	42.679
M. Salomon Elhadad	570	Néant	39.786
M. Michael Elhadad	570	Néant	39.786
Mme Anna Mae Sokusky	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

(1) Il s'agit de titres de catégorie B

Autres dirigeants	Actions gratuites :		
	accordées pendant l'exercice (2)	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	570	Néant	31.000 (1)

(1) 10.000 par décision du conseil d'administration du 11 septembre 2007 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006 ;

- 10.000 par décision du conseil d'administration du 18 juillet 2006 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006.
- 11.000 par décision, du conseil d'administration du 22 mai 2012 selon autorisation de l'AG du 28 juin 2011.

(2) Il s'agit de titres de catégorie B

2.16.2. Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

PRENOM, NOM ET ADRESSE FONCTION	AUTRE MANDAT OU FONCTION EXERCE DANS TOUTE SOCIETE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL
M. David LASRY 16, rue Escudier à Boulogne- Billancourt 92100 Président Directeur Général	- Néant
M. Stéphane GUEZ 12 rue de Fontenay 92230 SCEAUX Administrateur et Directeur Général Délégué	- Dalet Digital Media Systems USA Inc. « President »
M. Salomon ELHADAD 106, rue du Faubourg du Temple à Paris 75011 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd. : President
M. Michael ELHADAD 18 avenue Mozart Paris 75016 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd : Directeur Recherche et Développement

PRENOM, NOM ET ADRESSE FONCTION	AUTRE MANDAT OU FONCTION EXERCE DANS TOUTE SOCIETE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL
Windcrest Partners 112 East 42Nd Street New York N6 10168 USA Administrateur	- ENNOV : Administrateur
Anna Mae Sokusky 56, Ridge Brook Drive Stamford CT USA 06903	- Néant

2.16.3. Fonctionnement des organes d'administration

Conformément aux statuts, le conseil d'administration a choisi de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur Général. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il est précisé que le conseil d'administration n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président Directeur Général en dehors de celles définies par la loi. Le Président est assisté de deux Directeurs Généraux Délégués, Messieurs GUEZ et SCHLAYEN, lui-même non administrateur.

Le conseil d'administration n'a pas jugé nécessaire au cours de l'exercice de se doter d'un règlement intérieur précisant ses règles de fonctionnement, ni de constituer de comité spécialisé.

Le domaine d'action du conseil d'administration a compris la validation de la stratégie et des orientations du groupe, les opérations significatives (investissements, restructurations, ...) et le suivi de leur exécution ainsi que l'information importante fournie aux actionnaires et aux marchés financiers.

2.17. Informations relatives à la façon dont la Société prend en compte les conséquences environnementales et sociales de son activité

2.17.1. Conséquences environnementales

Les activités de Dalet SA ne mettant en jeu aucun processus de production ou de fabrication, elles ne peuvent constituer une agression de l'environnement naturel.

2.17.2. Conséquences sociales :

L'effectif salarié tient compte des salariés équivalents temps plein moyen.
Il est tenu compte d'un établissement en Corée.

<u>Personnel salarié</u>	2015	2014
Cadres	39	39
Employés	5	7
Total	44	46

<u>Personnel mis à disposition de l'entreprise</u>	2015	2014
Cadres	4.0	3.5
Employés	0.0	0.5
Total	4.0	4.0

Il n'est pas fait appel à des travailleurs intérimaires.

- **Formation professionnelle**

Au cours de l'exercice, 17.175 euros ont été consacrés à la formation professionnelle. Ces dépenses représentent 309 heures de formation. Les bénéficiaires ont été 8 salariés de l'entreprise.

- **Représentation du personnel** : la société ne possède pas de représentants du personnel ni de comité d'entreprise.
- **Emploi des travailleurs handicapés** : la société emploie une personne ayant une reconnaissance qualité de travailleur handicapé.

Concernant le groupe, l'effectif salarié moyen 2015 est de 308 personnes.

- **Organisation du temps de travail :**

Le temps de travail est globalement organisé du lundi au vendredi.

Compte tenu de l'activité de la société, une partie des salariés est amenée à intervenir directement sur les sites des clients. Ainsi, l'activité s'organise selon des plannings établis par services et en fonction des projets et des clients.

Sur certains projets, la société a été amenée à établir des plannings très spécifiques avec des astreintes le soir et le week-end. Ces aménagements ont fait l'objet de notes de services et ont été mis en place après accord des salariés participant.

- **Durée :**

- **Salariés à temps plein :**

La moyenne hebdomadaire effective de temps de travail est de 35h00 et les salariés disposent d'un jour de RTT par mois.

- **Salariés à temps partiel :**

La société n'emploie pas de salariés à temps partiel.

- **L'absentéisme et ses motifs :**

En 2015, la société a un taux d'absentéisme de 5,09 % (voir 3.1.2.2).

- **Rémunération des salariés et leur évolution :**

La majorité des salariés est cadre et les rémunérations sont largement supérieures aux minimas fixés par la Convention Collective.

La révision des rémunérations se fait le plus souvent en début d'année, lors d'un entretien individuel.

- **Intéressement :**

La société a renouvelé en 2013 un accord d'intéressement des salariés à ses bénéficiaires. Il n'a permis, en 2015, le versement d'un intéressement.

- **Egalité professionnelle entre hommes et femmes :**

En 2015, l'effectif moyen était de 44 personnes dont 34 hommes et de 10 femmes.

- **Importance de la sous-traitance :**

La société a recours à la sous-traitance dans l'exécution des projets en appoint des ressources internes disponibles dans la société ou dans le Groupe.

Il est également fait appel à certaines compétences non présentes dans le Groupe sous forme de sous-traitance générale.

- **Impact territorial de la société en matière d'emploi et de développement régional :**

La société, basée à Levallois-Perret, emploie en grande majorité des salariés résidant en Ile de France.

De par leurs très faibles effectifs, les filiales étrangères de Dalet ont un impact négligeable sur le développement régional et les populations locales.

2.18. Relations Dirigeants / actionnaires avec la société

2.18.1. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, dans celui d'une société qui en détient le contrôle, dans celui d'une filiale ou chez un client ou un fournisseur de l'émetteur

Voir paragraphe 2.16.1.

2.18.2. Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction et de surveillance

Voir Rapport Spécial des commissaires aux comptes.

2.18.3. Prêts et garanties, accordés ou constitués en faveur des organes d'administration, de direction et de surveillance

Néant.

2.18.4. Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille

Néant.

2.19. Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE)

Néant.

2.20. Intégration dans le présent rapport des éléments requis par l'article L 225-100-3 du code de commerce et susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Néant.

2.21. Structure du capital de la société

Voir table de capitalisation dans le présent rapport § 2.15.1.

2.22. Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11

Néant.

2.23. Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12

Néant.

2.24. Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci

Néant.

2.25. *Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier*

Néant.

2.26. *Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote*

Néant.

2.27. *Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société*

Les statuts de la société dans ces domaines ne dérogent pas aux principes généralement admis en matière de société anonyme.

2.28. *Pouvoirs du conseil d'administration, liés en particulier à l'émission ou au rachat d'action*

Voir Annexe 2.

2.29. *Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts*

Néant.

3 Rapport social et environnemental

3.1 Informations sociales

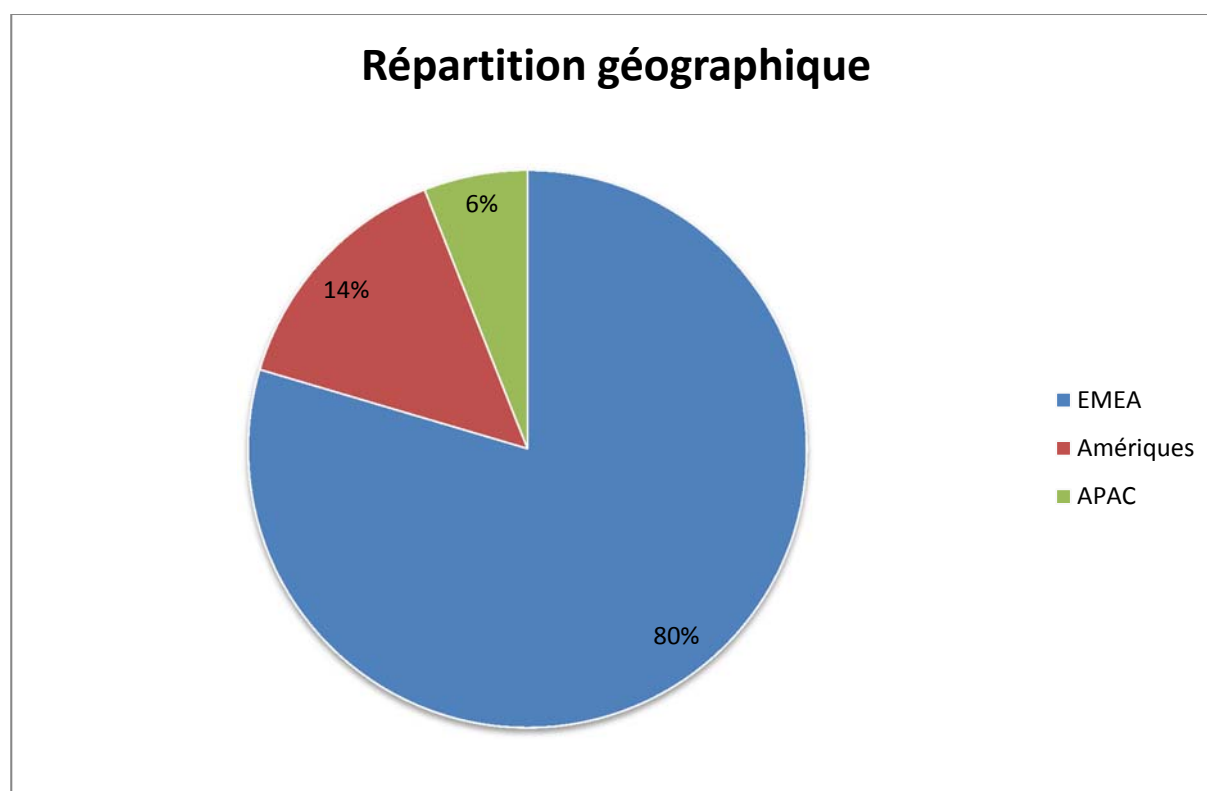
3.1.1 Emploi

3.1.1.1 Effectif total et répartition des salariés par sexe, par âge et par zones géographiques

Au 31/12/2015, le nombre de salariés équivalent temps plein dans le Groupe est de 321 personnes.

Le nombre moyen de salariés équivalent temps plein en 2015 dans le Groupe est de 308 personnes contre 295 en 2014.

Voici la répartition des salariés présents au 31/12/2015 par sexe, par âge et par zone géographique (par tête) :

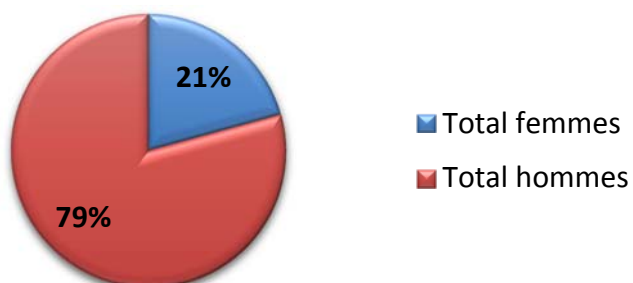


EMEA : Europe, Moyen Orient, Afrique, Russie

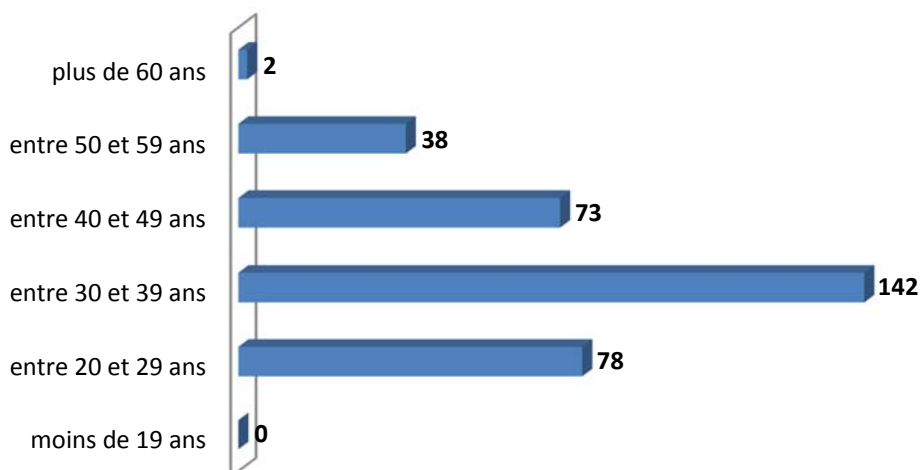
Amériques : Canada, Etats-Unis et Amérique latine

APAC : Asie Pacifique

Répartition par sexe



Répartition par âge



3.1.1.2 Embauches et licenciements

En 2015, tous contrats confondus, le Groupe a enregistré 91 nouvelles entrées (signatures de contrats) et 63 terminaisons de contrats (contre 108 entrées et 57 sorties en 2014). Les mouvements intra-groupe sont également comptabilisés dans ces chiffres. En 2015, il y a eu 8 licenciements au sein du Groupe.

3.1.1.3 Rémunérations et leur évolution

Le Groupe applique des évolutions de salaires individualisées. En 2015, la masse salariale a augmenté de 9,4 % par rapport à 9,2 % en 2014.

3.1.2 Organisation du travail

3.1.2.1 Organisation du temps de travail

Le temps de travail est organisé différemment dans les différentes structures au sein du Groupe DALET et chacune respecte les règles locales en vigueur.

Au sein de Dalet SA, la durée effective du temps de travail hebdomadaire est de 35 heures. Les salariés disposent de 13 RTT par an.

Certaines personnes sont amenées à travailler en horaires décalés ou à faire des astreintes le soir ou le week-end. Ces aménagements font l'objet d'une mention dans le contrat de travail (horaires décalés) et d'une note de service (pour les astreintes). Le calendrier des astreintes est organisé au mois le mois selon les disponibilités de chacun et est diffusé au sein de l'équipe Astreintes chaque début de mois.

Dans notre Centre R&D, une semaine de travail comporte 5 jours travaillés avec 8,6 heures de travail par jour, soit une semaine de 43 heures.

Les heures sont comptabilisées grâce à un système électronique et sont reportées sur les fiches de paie conformément à la loi en vigueur.

3.1.2.2 Absentéisme

En 2015, pour Dalet SA, ce taux est de 5,09 % contre 4,36 % en 2014. L'augmentation est due à deux arrêts très longue maladie (plus de 6 mois).

Nous ne pouvons répondre que pour Dalet SA, soit un taux de couverture de 13,36 %.

3.1.3 Relations sociales

3.1.3.1 Organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci.

Le Groupe pratique un dialogue direct au sein des équipes localement et avec la Direction.

Les salariés de DALET SA ont renoncé à la mise en place d'institutions représentatives du personnel.

De nouvelles élections ont été organisées fin 2014 et ont abouti à la rédaction d'un nouveau PV de carence en janvier 2015.

3.1.3.2 Bilan des accords collectifs

Au sein de DALET SA, les salariés bénéficient d'un accord d'intéressement renouvelé le 26 juin 2013 et d'un plan d'épargne inter-entreprises (PEI).

3.1.4 Santé et sécurité

3.1.4.1 Conditions de santé et de sécurité au travail

Relevant d'un effectif global inférieur à celui prévu par la réglementation, DALET SA n'a pas constitué de comité d'hygiène et de sécurité.

Le Groupe DALET respecte les dispositions du Code du travail applicables aux immeubles de bureaux.

DALET SA est installé depuis 2010 dans l'immeuble de bureaux du 16-18, rue Rivay, 92300 Levallois-Perret, aménagé avec des espaces de travail confortables.

Les filiales respectent les lois locales en vigueur.

3.1.4.2 Bilan accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail

Il n'y a pas d'accords signés au sein du Groupe.

3.1.4.3 Accidents du travail, fréquence et gravité, ainsi que les maladies professionnelles

DALET SA, ses petites filiales, Dalet Italy, DDMS Inc. et Dalet AmberFin n'ont pas été confrontées à des problèmes d'accident du travail ou de maladie professionnelle en 2015.

Pour pallier des difficultés éventuelles de personnel en déplacement à l'étranger, une assurance rapatriement couvre les salariés de DALET SA et de ses petites filiales.

Nous ne sommes pas en mesure de répondre pour le Centre R&D.

3.1.5 Formation

3.1.5.1 Politiques mises en œuvre en matière de formation

Tout nouveau salarié technique suit une semaine de formation dédiée aux produits et au rôle spécifique du salarié.

Deux types de formations sont disponibles pour tous les salariés :

- 1 heure de formation sur différents sujets, habituellement concernant les produits qui sont en cours de développement.
7 séances ont ainsi eu lieu en 2015.
- Des sessions Webex données à différents salariés cibles du Groupe (projets, support, avant-vente, vente et produits). Chaque session est ensuite postée sur le portail de la société pour permettre aux participants de continuer à l'utiliser.

3.1.5.2 Nombre total d'heures de formation

Dans notre Centre R&D, 130 heures de formation ont été dispensées dans le cadre des formations « 1 heure » et 17 sessions Webex ont eu lieu.
Ces chiffres ne tiennent pas compte des formations pour les nouveaux salariés.

3.1.6 Egalité de traitement

3.1.6.1 Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Le Groupe est particulièrement attentif au respect de l'égalité entre les femmes et les hommes.

A l'embauche, les salaires sont définis selon les formations suivies.

Le pourcentage de candidatures reçues sur notre adresse générale est de l'ordre de 80 % envoyées par des hommes et 20 % par des femmes.

3.1.6.2 Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées

Le Groupe emploie trois personnes ayant un handicap, aux Etats-Unis, en Italie et en France.

3.1.6.3 Politique de lutte contre les discriminations

Le Groupe n'a pas adopté de charte ou de code éthique général, mais il est attentif à ne pas se trouver en situation d'être impliqué dans des pratiques discriminantes.

Sur le site internet du Groupe, la rubrique Offres d'emploi indique clairement que toutes les candidatures recevront la même attention, sans distinction de race, couleur, religion, sexe, nationalité, handicap ou âge.

Spécifiquement pour les Etats-Unis, il existe un document « Equal opportunity, inappropriate behaviour, workplace harassment ».

En France, notre « Règlement Intérieur » couvre les sujets de harcèlement sexuel et moral.

3.1.7 Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail relatives

3.1.7.1 Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

Le Groupe est attentif au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective.

3.1.7.2 A l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession

Le Groupe est attentif à écarter toute pratique qui donnerait lieu à une éventuelle discrimination en matière d'emploi et de profession.

3.1.7.3 A l'élimination du travail forcé ou obligatoire

Aucune démarche spécifique n'a été mise en place parce que le risque est très limité : le Groupe développe ses activités principalement dans les pays de l'OCDE où cette réglementation est respectée.

3.1.7.4 A l'abolition effective du travail des enfants

Aucune démarche spécifique n'a été mise en place parce que le risque est très limité : le Groupe développe ses activités principalement dans les pays de l'OCDE où cette réglementation est respectée.

3.2 Informations environnementales

3.2.1 Politique générale en matière environnementale

3.2.1.1 Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation et de certification en matière d'environnement

Le Groupe DALET est très sensible aux questions environnementales.

Dans le cadre de ses activités, de nombreux déplacements de collaborateurs sont nécessaires tout au long de l'année et le poste « déplacement » est un poste à coût très élevé pour le Groupe. Cependant, chaque fois que c'est possible, des conférences téléphoniques ou des conférences vidéo sont organisées.

Skype est un outil utilisé quotidiennement dans l'entreprise.

Du fait de son implantation internationale, l'essentiel des axes de progrès du Groupe concerne la limitation des déplacements.

En 2015, Dalet SA a constaté une baisse de 23 % de ses coûts de déplacements par rapport à 2014.

DALET SA utilise les services d'une agence de voyage en ligne qui permet l'établissement de statistiques en matière d'impact carbone.

Notre Centre R&D est installé dans un bâtiment neuf « vert » répondant à la certification « Leed ».

3.2.1.2 Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement

Dans les bureaux de Dalet SA, des affiches sensibilisent les salariés à la consommation de papier et des gobelets plastiques, ainsi qu'à celle d'électricité. Les salariés sont encouragés à éteindre tous les équipements dont ils n'ont pas usage.

3.2.1.3 Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement

Montant des provisions et garanties : néant.

3.2.2 Pollution et gestion des déchets

3.2.2.1 Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

Le Groupe est sensible à la question du recyclage et selon les filiales a mis en place une politique concernant :

- Le matériel informatique/électronique :
 - o un contrat avec la société CONIBI permet le ramassage d'un carton de collecte de tous ces matériels en fin de vie (DALET SA).
 - o un contrat existe également pour le Centre R&D avec une société de recyclage de tous les matériels informatiques ;
 - o fin 2015, en vue de son déménagement, la société AmberFin a fait collecter par une société de recyclage tous les vieux matériels dont elle n'avait plus l'usage ;
- Les cartouches d'encre : ramassées également par la société CONIBI (DALET SA) ou recyclées après une collecte générale dans le bâtiment (Dalet AmberFin)
- Le papier/carton : par l'installation d'une poubelle adéquate à côté de l'imprimante principale (Dalet SA, Dalet Italy et DDMS Inc.)

En France, la société CONIBI affiche une véritable politique responsable vis-à-vis de l'environnement. Elle recycle, récupère et revalorise les matières premières des matériels collectés.

3.2.3 Utilisation durable des ressources

3.2.3.1 Consommation d'eau et approvisionnement en eau fonction des contraintes locales

L'eau consommée concerne uniquement des activités de bureau.
Pour Dalet SA, cette consommation s'élève à 238 m³ en 2015.

3.2.3.2 Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation

Les principales implantations du Groupe sont équipées d'imprimantes/scanners performantes et permettent de scanner une majorité de documents et de les archiver de façon électronique. Cela permet donc une économie de papier.

3.2.3.3 Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

La société équipe la plupart de ses collaborateurs avec des ordinateurs portables, moins consommateurs d'énergie que les stations.
Pour Dalet SA, l'énergie consommée est l'électricité, qui représente la consommation de nos bureaux.

Sur 2015, la consommation de DALET SA a été de 89 346 kWh contre 86 838 kWh en 2014.

Dans notre Centre R&D, en 2015, la consommation a été de 506 737 kWh. Les données ne sont pas disponibles pour 2014.

3.2.4 Changement climatique

3.2.4.1 Rejets de gaz à effet de serre

En France, pour DALET SA, les émissions de GES liées à la consommation d'électricité de 2015 s'élèvent à 4,2 T éq.CO2 contre 4,1 T éq.CO2 en 2014.

Pour notre Centre R&D, ces émissions en 2015 s'élèvent à 392,2 T éq.CO2.

Pour Dalet SA, les émissions de GES liées aux déplacements en 2015 s'élèvent à 511 T éq.CO2. Les données ne sont pas disponibles pour 2014.

3.2.4.2 Adaptation aux conséquences du changement climatique

Le Groupe ne possède que des bureaux en centre-ville et se trouve donc peu exposé aux conséquences du réchauffement climatique.

3.3 Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

3.3.1 Impact territorial, économique et social de l'activité de la société

3.3.1.1 En matière d'emploi et de développement régional, sur les populations riveraines ou locales

La mobilité intra-groupe est importante mais la société s'efforce également de recruter des salariés localement, comme c'est aujourd'hui le cas en Australie, en Inde ou en Corée par exemple.

3.3.2 Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines

3.3.2.1 Conditions de dialogue avec ces personnes ou organisations

Le Groupe est attentif et à l'écoute de ses clients. Par exemple, un « Executive Breakfast » est organisé deux fois par an, lors des Salons NAB et IBC et permet échanges et dialogues.

Pour son activité à l'export, le Groupe fait très souvent appel à des VIE (Volontaire International en Entreprise) et travaille en étroite collaboration avec BUSINESSFRANCE. En 2015, le Groupe a pu compter sur la collaboration de 27 VIE, contre 26 en 2014.

3.3.2.2 Actions de partenariat ou de mécénat

En 2014, le Centre R&D a signé un contrat avec une société de recyclage de matériel électronique qui a également pour objectif de construire une usine spécialement adaptée aux personnes handicapées.

Par ce biais, la société contribue donc à des actions à la fois sociales et environnementales.

3.3.3 Sous-traitance et fournisseurs

3.3.3.1 Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

Nous n'avons pas mis en place de critères sociaux ou environnementaux dans notre politique achat globalement.

Cependant, le papier commandé par DALET SA et utilisé dans nos imprimantes possède différents labels comme TCF (Totally Chlorine Free), Nordic Ecolabel, EU Ecolabel et FSC.

3.3.3.2 Importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

La sous-traitance dans le Groupe concerne principalement des services d'ingénieurs. Il s'agit donc de personnes qui travaillent pour Dalet sur des missions précises en termes de territoire ou de durée. Par conséquent, l'impact environnemental est très limité.

3.3.4 Loyauté des pratiques

3.3.4.1 Actions engagées pour prévenir la corruption

De façon générale, les petites filiales possèdent des délégations restreintes ne leur permettant pas de prendre d'engagement au nom du Groupe. Par exemple, tous les gros contrats sont signés par la Direction Générale du Groupe. De ce fait le contrôle interne est centralisé au niveau de la Direction Générale du Groupe.

Il ne nous est pas remonté de problème touchant à des faits de corruption.

3.3.4.2 Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

Une réflexion a été menée en 2014 et 2015 sur la sécurité des données. Elle va aboutir sur la rédaction d'une Charte que chaque salarié s'engagera à respecter

3.3.5 Autres actions engagées en faveur des Droits de l'Homme

3.3.5.1 Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme

Le Groupe veille à respecter les lois en matière de travail dans tous les pays où il est implanté et travaille en étroite collaboration avec des partenaires locaux pour établir les contrats de travail et/ou la paie de façon à assurer le respect des lois locales en vigueur.

3.4 Note méthodologique

Périmètre de reporting

Le Groupe représente le périmètre le plus large, il inclut toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation.

« Dalet SA et ses petites filiales » regroupe les sociétés et bureau suivants dont l'administration est centralisée chez Dalet SA:

- La maison mère Dalet SA
- Dalet Ltd
- Dalet Sistemas Espana S.A.
- Dalet Australia PTY Ltd
- Dalet Systems Asia Pte Ltd
- Dalet Moscova
- Dalet Korea
- Dalet GmbH

Les filiales suivantes, plus importantes en taille, possèdent une gestion administrative autonome :

- Dalet Italy
- DDMS Inc.
- Gefen Technology
- AmberFin Ltd.

Le Groupe comprend Dalet SA et ses petites filiales, ainsi que Dalet Italy, DDMS Inc. Gefen Technology, et AmberFin Ltd.

Le périmètre de reporting varie selon les indicateurs. Sauf mention contraire dans l'indicateur concerné, le périmètre de reporting est celui du Groupe.

Comptabilisation des effectifs

Ont été comptabilisés tous les personnels répondant aux critères de salariés du Groupe, c'est-à-dire les titulaires d'un contrat de travail (CDD ou CDI) avec le Groupe au sens du droit local applicable.

Les effectifs sont comptabilisés selon deux mesures :

- FTE (full time equivalent = équivalent temps plein) : récence le temps de travail effectif des personnels ayant un contrat de travail en vigueur entre le 01/01/2015 et le 31/12/2015. Un prorata est appliqué pour les salariés à temps partiel, pour lesquels le contrat est suspendu ou qui ne sont pas en travail effectif (dans la pratique, principalement les congés maternité),
- Le décompte par « tête » : récence les personnels ayant un contrat de travail en vigueur à une date donnée sans tenir compte du temps de travail.

Les VIE ne sont pas titulaires d'un contrat de travail, ils sont recensés mais ne font pas partie des effectifs salariés.

Les Stagiaires sont titulaires d'une convention de stage tripartite (le stagiaire, la société et l'école). Ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs salariés.

Les Sous-traitants sont des personnels pour lesquels le contrat précise la nature de « sous-traitant » et exclut la conclusion d'un contrat de travail. Ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs salariés.

Les répartitions hommes/femmes, par âge et par localisations géographiques ont été faites sur la base du décompte par « tête » au 31/12/2015.

Le calcul des entrées/sorties a été fait en prenant en compte les contrats CDD et CDI. Le passage d'un CDD en CDI dans la même société ne compte pas comme une entrée et une sortie.

Taux d'absentéisme :

Pour l'absentéisme sont comptés les jours maladie, les jours de congés exceptionnels (pour évènements exceptionnels tels que mariage, paternité, décès, etc.) et les congés sans solde. Le calcul est fait en rapportant le nombre de jours maladie au nombre de jours ouvrés où les salariés peuvent travailler et ne sont pas en congés.

Consommation d'énergie :

Pour Dalet SA, les consommations d'électricité rapportées concernent la période Novembre 2014 à Octobre 2015.

Pour le Centre R&D, les consommations d'électricité concernent l'année civile 2015.

Rejets des gaz à effet de serre :

La source utilisée pour ce calcul provient du fichier du Bilan Carbone de l'ADEME version 7.1

Indicateurs non pertinents au regard de notre activité :

- Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions
- Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement
- Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité
- Utilisation des sols
- L'adaptation aux conséquences du changement climatique
- Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité

Variation de périmètre

Une variation de périmètre importante est intervenue en 2014 avec l'acquisition de la société AmberFin Ltd et sa trentaine de salariés.

Période de reporting

L'ensemble des informations fournies dans le reporting RSE du Groupe couvre une période de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2015 (à l'exception de la consommation d'énergie et des émissions de GES liées qui sont sur une année glissante).

Les informations 2014, lorsque disponibles, sont fournies afin de permettre une comparabilité des données.

Vérification par un organisme tiers indépendant

La présence et la fiabilité des informations requises par l'article R225-105-1 du Code de Commerce ont été vérifiées par le Commissaire aux Comptes mandaté par la société, le cabinet Grant Thornton. Son attestation et son avis sont joints au présent rapport, en annexe du Rapport Financier. Ils détaillent les travaux réalisés par le Commissaire aux Comptes ainsi que ses observations et conclusions.

Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Dalet

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant de la société Dalet, accrédité par le COFRAC sous le numéro n° 3-1080¹, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2015, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, préparées conformément aux protocoles utilisés par la société (ci-après le « Référentiel »), disponibles sur demande au siège de la société et dont un résumé figure dans la note méthodologique du chapitre 3 du rapport de gestion intitulé « rapport social et environnemental 2015 ».

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

¹ dont la portée d'accréditation est disponible sur le site www.cofrac.fr

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de trois personnes et se sont déroulés entre mars et avril 2016 sur une durée totale d'intervention d'environ une semaine. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité à la norme internationale ISAE 3000².

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique du chapitre 3 du rapport de gestion intitulé « rapport social et environnemental 2015 ».

² ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

Conclusion

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené deux entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes³ :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;

³ **Informations quantitatives sociales** : effectifs et répartition par âge, sexe et zone géographique ; embauches ; départs ; accidents du travail, fréquence et gravité et maladies professionnelles ; nombre total d'heures de formation.

Informations quantitatives environnementales : consommation d'énergie ; rejets de gaz à effet de serre associés à la consommation d'électricité et aux déplacements.

Informations qualitatives : politiques mises en œuvre en matière de formation ; politiques de lutte contre les pratiques discriminantes ; mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets.

- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées⁴ en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 51% des effectifs et 100% des informations quantitatives environnementales présentées.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées de manière sincère, conformément au Référentiel.

Paris, le 21 avril 2016

L'Organisme Tiers Indépendant

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Natascha Vignaux
Associée

⁴ Dalet S.A. et Gefen Technology

4. Proposition de renouvellement ou d'autorisation de délégations au Conseil d'Administration

Nous vous renvoyons pour ces résolutions, qu'elles soient ordinaires ou extraordinaires au rapport spécial prévu à cet effet.

ooo ooo ooo

Nous nous tenons à votre disposition pour vous donner toutes les explications complémentaires que vous pourriez désirer.

En cas d'accord de votre part, nous vous invitons à approuver les résolutions qui vous sont présentées.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Annexe 1 : Tableau des 5 derniers exercices

	2011	2012	2013	2014	2015
Capital en fin d'exercice					
Capital social	7.058.944	7.130.474	7.187.360	7.187.360	7.187.360
Nombre d'actions ordinaires	3.529.472	3.565.237	3.593.680	3.593.680	3.593.680
Nombre maximum d'actions à créer :					
▪ Par droit de souscription	122.000	179.361	39.591	3.952	292.473
▪ Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires hors taxes	20.286.058	22.308.280	24.595.646	25.615.095	23.848.249
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	1.995.048	1.956.537	1.928.614	1.286.349	1.450.832
Impôts sur les bénéfices	-654.362	-667.941	-638.086	-586.915	-629.330
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	542.734	423.139	401.133	656.013	-1.106.104
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	+0.751	+0.736	+0.714	+0.521	+0.579
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	+0.154	+0.119	+0.112	+0.183	-0.308
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	41	48	51	46	44
Montant de la masse salariale	3.045.837	3.327.971	3.611.914	3.221.840	3.131.528
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécu. Soc. oeuvres sociales)	1.437.812	1.612.936	2.028.817	1.487.480	1.410.161

Annexe 2 : Tableau récapitulatif des autorisations d'émission de titre de capital et de créance en cours de validité et niveau de leur utilisation.

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions</i>	30 juin 2014	30 août 2017	300.000 actions	Néant	300.000 actions
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec maintien du droit préférentiel de souscription</i>	30 juin 2014	30 août 2016	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription et par offre au public</i>	30 juin 2014	30 août 2016	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription et par placement privé</i>	30 juin 2014	30 août 2016	20 % du capital social	Néant	20 % du capital social
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission de titres complémentaires dans le cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription</i>	30 juin 2014	30 août 2016	15 % de l'émission initiale	Néant	15 % de l'émission initiale
<i>Délégation de pouvoirs donnée au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou autres titres de la société ou des valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 10 % du capital de la société en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital</i>	30 juin 2014	30 août 2016	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation donnée au conseil à l'effet de procéder, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société ou de son groupe, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre</i>	30 juin 2014	30 août 2017	5 % du capital social	3.000	4,91 % du capital social
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de créer toutes actions ou valeurs mobilières sans droit préférentiel de souscription, donnant droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital en cas d'offre publique d'échange initiée par la société</i>	30 juin 2014	31 décembre 2015	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de tout ou partie de ses propres actions</i>	30 juin 2014	31 décembre 2015	10 % du capital social	Néant	10 % du capital social
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves ou bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise</i>	30 juin 2014	30 août 2016	5.000.000 €	Néant	5.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation au Conseil d'Administration d'utiliser les délégations d'augmentation et de réduction du capital social en période d'offre publique visant les titres de la Société</i>	30 juin 2014		10 % du capital social	Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil de l'effet d'augmenter le capital en faveur des salariés de la société ou des sociétés de son groupe, adhérant à un plan d'épargne d'entreprise</i>	30 juin 2014	30 août 2016	10 % du capital social		
<i>autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'attribuer gratuitement des actions de préférence aux membres du personnel salarié et/ou à certains mandataires sociaux</i>	30 juin 2014	30 août 2017	5 % du capital social	3.000 actions de type B	176.684 actions

Annexe 3 Tableau relatif à la publicité des honoraires des Commissaires aux Comptes

Effectué au titre de l'article 221-1-2 du
Règlement Général de L'Autorité des Marchés Financiers

* * *

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Thierry YOUNES			
		2014		2015		2014		2015	
		KE	%	KE	%	KE	%	KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	61,0	74%	61,0	74%	44,0	100 %	44,0	100 %
	Filiales intégrées globalement	21.6	26%	21.6	26%	néant	-	néant	-
Missions accessoires	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	néant	-	néant	100 %
<i>Sous total</i>		82.6	100%	82.6	100%	44,0	100%	44,0	100%
Autres prestations le cas échéant	Emetteur	néant	-	néant	-	20,0	100%	néant	-
	Filiales intégrées globalement	27.1	100%	24.6	100%	néant	-	néant	-
<i>Sous total</i>		27.1	100%	24.6	100%	20,0	100%	néant	-
Total		109.7	100 %	107.2	100 %	64,0	100 %	44,0	100 %

* * *